PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BIGBEN INTERACTIVE

Société anonyme au capital de 23 121 764 €.
Siège social : CRT 2, rue de la Voyette, 59818 Lesquin Cedex.
320 992 977 RCS Lille

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 mars 2011.

(En milliers d'euros)

Actif	Valeurs brutes 31/03/2011	Amortissements et provisions 31/03/2011	Valeurs nettes 31/03/2011	Valeurs nettes 31/03/2010
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets	781	328	453	197
Avances et acomptes	20		20	259
	801	328	473	456
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	1 687	530	1 157	1 234
Installations techniques	79	79		
Autres immobilisations corporelles	1 309	966	343	353
Immobilisations en cours	2 672		2 672	
Avances et acomptes	727		727	
	6 474	1 575	4 899	1 587
Immobilisations finançières :				
Titres de participation	6 560	2 848	3 712	3 212
Créances rattachées à des participat	1 608		1 608	1 651
Autres titres immobilisés	3		3	3
Prêts	1 188		1 188	1 188
Autres immobilisations financières	140		140	10
	9 499	2 848	6 651	6 064
Total	16 774	4 751	12 023	8 107
Actif circulant :				
Stocks et en-cours	31 497	5 266	26 231	21 509
Avances et acomptes	448		448	1 186
Créances				
Clients et comptes rattachés	17 792	1 361	16 431	9 559
Autres créances	5 657		5 657	5 389

Valeurs mobilières de placement	537	208	329	301
Disponibilités	5 902		5 902	9 175
Total	61 833	6 835	54 998	47 119
Charges constatées d'avance	531		531	360
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecarts de conversion actif	32		32	14
Total actif	79 170	11 586	67 584	55 600

Passif	Valeurs nettes 31/03/2011	Valeurs nettes 31/03/2010
Capitaux propres :		
Capital social	23 122	22 800
Primes	2 511	1 913
Réserve légale	1 440	862
Réserves indisponibles	565	
Autres réserves	5 842	92
Résultat de l'exercice	13 666	11 569
Total capitaux propres	47 146	37 236
Provisions pour risques et charges	685	1 232
Dettes :		
Emprunts et dettes auprès des Établissements de crédit	3 170	4 691
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 755	6 452
Dettes fiscales et sociales	2 549	1 330
Dettes sur immobilisations	466	456
Autres dettes	4 620	4 131
Produits constatés d'avance	95	72
Total dettes	19 655	17 132
Ecart de conversion passif	98	
Total passif	67 584	55 600

II. — Compte de résultat au 31 mars 2011.

(En milliers d'euros.)

	Valeurs nettes 31/03/2011	Valeurs nettes 31/03/2010
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	82 761	69 883
Ventes de services	101	38
Chiffre d'affaires net	82 862	69 921
Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges	2 326	3 450
Autres produits d'exploitation	343	405
Total Produits d'exploitation	85 531	73 776
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	64 037	54 191
Variation de stocks de marchandises	-5 267	-5 476
Autres achats et charges externes	8 381	7 003
Impôts, taxes et versements assimilés	567	579
Salaires et traitements	3 768	3 637

Charges sociales	1 645	1 522
Dotations aux amortissements des immobilisations	326	257
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 570	1 721
Dotations aux provisions pour risques et charges	455	184
Autres charges d'exploitation	927	732
	76 409	64 350
Résultat d'exploitation	9 122	9 426
Produits financiers :		
Produits financiers de participation	4 361	1 634
Produits des autres immobilisations financières		
Autres intérêts et produits assimilés	35	819
Reprises sur provisions financières	574	114
Gains de change	1 437	252
	6 407	2 819
Charges financières :		
Dotations aux provisions financières	32	14
Intérêts et charges financières	192	233
Pertes de change	2 319	871
	2 543	1 118
Résultat financier	3 864	1 701
Résultat courant avant impôt	12 986	11 127
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 607	1 407
Reprise sur provisions		18 911
	1 607	20 318
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	30	19 876
Dotations aux provisions		
	30	19 876
Résultat exceptionnel	1 577	442
Participation		
Crédit impôt recherche	729	
Intégration fiscale	-925	
Impôts sur les bénéfices	-701	
Résultat net	13 666	11 569

III. — Affectation du résultat.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2011 d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	13 666 342 €
Affectation à la réserve légale (à hauteur de 5% du résultat de l'exercice arrondi à l'euro inférieur)	683 317 €
Au poste « Autres réserves »	5 841 747 €
Affectation du solde au poste « Report à nouveau »	7 141 278 €
Report à nouveau antérieur (2009-10)	5 841 747 €

Nouveau solde du compte « Report à nouveau »	12 983 025 €

Le bénéfice de l'exercice clos au 31 mars 2011 s'élève à 13 666 K€. Un montant de 683 K € sera affecté à la Réserve légale et un montant de 5 842 K€ prélevé sur le report à nouveau de l'exercice antérieur 2009-10 sera affecté en Autres réserves.
Compte tenu de la nécessité de préserver la trésorerie afin d'être en mesure de saisir des opportunités de croissance, il ne sera pas distribué de dividende au titre de l'exercice clos au 31 mars 2011.
La réserve indisponible de 565 K€ constituée par déduction du report à nouveau de l'exercice antérieur est suffisante pour couvrir 284 K€ au titre des actions propres (valorisation au 31 mars 2011) et 120 K€ au titre des actions gratuites attribuées le 15 novembre 2010 aux salariés et dirigeants et en conséquence, il ne sera pas affecté de dotation supplémentaire à cette réserve au titre de l'exercice 2010-11.
Le montant des dividendes par action mis en distribution au cours des trois exercices précédents ont été les suivants :

	2007-08	**2008-09 (*)**	**2009-10 (**)**
Nombre d'actions	9 807 776	9 839 224	11 399 935
Dividende (en euros)	0	0.25	0.40
Montant distribué (en millions)	0	2,84	4,61

(*) Les 9 839 224 actions au 31 mars 2010 ont été complétées par les 1 560 311 actions ordinaires issues de l'exercice des BSA 2006 entre le 1 er avril et le 30 juin 2009.

(**) Les 11 399 935 actions au 31 mars 2011 ont été complétées par les 119 597 actions ordinaires issues de l'exercice des BSA 2008 entre le 1 er avril et le 30 juin 2010.

IV. — Annexe aux comptes sociaux au 31 mars 20 11.

Comptes sociaux. — Ce document constitue l'annexe des comptes sociaux de Bigben Interactive au 31 mars 2011.
Ils présentent un total actif de 67 584 K€ et un bénéfice de 13 666K€.
Les chiffres indiqués dans cette annexe sont (en milliers d'euros), sauf mention particulière.

1. – Faits majeurs .

Les informations relatives à l'exercice clos le 31 mars 2009, présentées dans le document de référence 2009 n°R.09-091 enregistré auprès de l'AMF le 7 décembre 2009, sont incorporées par référence.

1.1. Durant l'exercice clos au 31 mars 2011 :
1) Pendant l'exercice :
a) Développement commercial : Récession du secteur du jeu vidéo depuis le début de l'année 2009 perdurant en 2010, la bonne santé commerciale des consoles de salon PlayStation3 et Xbox 360 ne pouvant compenser le déclin des consoles nomades en fin de vie et l'essoufflement de la console de salon Wii ;
Environnement difficile, toujours marqué par l'extrême prudence de l'ensemble des circuits de distribution et la concurrence d'une multiplicité d'acteurs;
Chiffre d'affaires en croissance organique de 7% sur l'exercice, Bigben Interactive surperformant le secteur avec l'ouverture de nouveaux marchés et l'accent mis sur les activités de conception ;
Forte saisonnalité au 2ème semestre de l'exercice mais sans phénomène de rattrapage par rapport au 1er semestre, les stocks dans les canaux de distribution étant à leur plus bas niveau historique avant la haute saison.
b) Moyens : Acquisition d'un terrain à Lauwin Planque (59) pour la construction du nouveau site logistique Groupe avec un démarrage des travaux en fin d'exercice pour une 1ère tranche de 18 000 m^2 destinée à être opérationnelle pour la haute saison 2011, financement de l'ensemble du projet prévu par crédit bail pour une enveloppe globale de 8 M€ ;
Investissement dans une installation photovoltaïque recouvrant le nouvel entrepôt avec acquisition avant le 31 décembre 2010 de l'ensemble des matériels, financement bancaire moyen terme de 3,5 M€ ;
Montée en puissance de la filiale Espace 3 dans le commerce électronique, avec une part croissante des produits Groupe dans le volume global d'affaires.
c) Actionnariat : Exercice de 119 597 BSA managers 2008 et émission de 41 350 actions gratuites 2008 permettant la création de 160 497 actions nouvelles.
d) Finances : Aucun crédit de campagne au titre des besoins de financement pour la période de Noël 2010 ;
Réallocation à la filiale Espace 3 Game's des économies d'impôt résultant de déficits reportables passés à concurrence de 925 K€.
e) Retour à meilleure fortune de la filiale Bigben Interactive GmbH : Retour à meilleure fortune sur l'abandon de créance au 30 septembre 2005 de 3 M€ en faveur de la filiale Bigben Interactive GmbH, constaté à concurrence de 1,4 M€ au 31 mars 2010 et remboursé pour ce montant au 31 mars 2011.
Constatation d'un nouveau retour à meilleure fortune de 1,60 M€ au 31 mars 2011, la créance résultante étant remboursable in fine au 30 juin 2012 avec faculté de remboursement anticipé partiel ou intégral à tout moment.
Prêt octroyé par BBI SA à sa filiale pour un montant initial de 5 M€, intégralement remboursé au 31 mars 2011 dont 0,25 M€ payés en cours d'exercice.

1.2. Evènements post clôture. — Aucun fait marquant n'est intervenu depuis la clôture.

2. – Règles et méthodes comptables.

En application du règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.
Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, indépendance des exercices.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
En vue de l'établissement des états financiers, la direction de la Société peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur des actifs et passifs, des charges et produits, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité. Ces hypothèses concernent notamment la valorisation des titres de participation et des prêts associés, les engagements envers les salariés et les provisions.

2.1. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

2.2. Changement de méthode de présentation. — Les méthodes de présentation adoptées dans les comptes annuels au 31 mars 2011 sont identiques à celles utilisées dans les comptes clos au 31 mars 2010.

2.3. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à l'actif à leur coût d'acquisition.
Ces immobilisations sont amorties selon le plan d'amortissement suivant :

Logiciels	12 mois, *prorata temporis*

2.4. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation, selon les plans d'amortissement suivants :

Constructions	15 à 20 ans
Agencements constructions	10 ans
Agencements installations	4 à 10 ans
Matériel et outillage	5 à 8 ans
Matériel de transport	4 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 10 ans

2.5. Immobilisations financières. — Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise.
Des provisions pour dépréciation sont éventuellement constatées à la clôture de l'exercice, soit en fonction de l'actif net comptable de la participation, soit en fonction de la valeur d'usage de la participation telle qu'évaluée par la direction dans la stratégie d'ensemble du Groupe sur la base d'une approche multicritères, approche en particulier basée sur les cash flows prévisionnels actualisés de la filiale.
Le poste prêts correspond au versement effectué auprès d'une société de crédit bail immobilier et représente 50% du coût d'un bâtiment de stockage, dont le premier loyer a été versé en avril 2001.
Les autres immobilisations financières sont composées de cautions versées sur des loyers et de titres immobilisés. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

2.6. Stocks et encours. — Les stocks sont composés de marchandises évaluées au prix moyen pondéré. Le prix d'achat inclut les frais annexes.
Une provision pour dépréciation est constituée sur les articles en stock en fonction de leur ancienneté et de leur valeur de réalisation.

2.7. Créances. — Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.
Une provision est constituée sur les créances douteuses ou litigieuses ou présentant un risque de recouvrement, après étude individuelle des dossiers.
Le taux de provision des créances douteuses est de 94% du montant HT, ce poste étant constitué essentiellement de clients en Liquidation ou Règlement Judiciaire dont les perspectives de remboursement sont très faibles.

2.8. Provisions pour risques et charges. — Engagement en matière de retraite : A l' occasion de leur départ en retraite, les salariés ont droit à une allocation prévue par la Convention Collective du commerce de Gros. Cet engagement est calculé tenant compte d'un départ en retraite des salariés à l'âge de 65 ans et d'une loi de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Hypothèses retenues	**2009/2010**	**2010/2011**
Taux d'actualisation + d'inflation (Iboxx Corporate AA10)	4.6%	4.8%
Turn over	1%	1%
Table de Mortalité	TF et TH 00.02	TF et TH 00.02
Taux d'augmentation des salaires		
Cadres et Agents de Maîtrise	4.0%	3.0%
Employés	4.0%	3.0%

Autres provisions : Les provisions sont évaluées par la direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

2.9. Sensibilité au risque de taux . — Concernant le risque de taux, la société possède des lignes de financement à taux variable (Euribor principalement) qui représentent, à la clôture, la totalité des emprunts et dettes financières. Aucun instrument de couverture n'est utilisé.

2.10. Degré d'exposition au risque de change. — Les créances en devises sont valorisées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.
Concernant le risque de change, certains achats, principalement les achats d'accessoires, sont effectués en devises (USD, HKD et GBP).
Aucun engagement de vente à terme a été souscrit au 31 mars 2011.
Ces engagements sont souscrits pour couvrir globalement le risque de change et ne sont pas affectés, les dettes en devises sont donc valorisées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

2.11. Chiffre d'Affaires. — Le chiffre d'affaires est composé de ventes de marchandises, pour lesquelles le revenu est constaté lors du transfert de propriété tel que défini par les conditions générales des ventes, à savoir au départ de nos entrepôts.

3. – Notes sur le bilan.

3.1. Immobilisations incorporelles. — Le tableau des mouvements de l'exercice se présente ainsi :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	Acquisitions	Cessions ou Transferts	31 mars 2011
Logiciels	264	100	257	621
Brevets	160			160
Avances	259	20	-259	20
Total	683	120	-2	801

Les avances sur immobilisations incorporelles au 31 mars 2010 représentent le coût financier à l'avancement du nouvel outil de gestion commerciale, l'investissement final relatif à l'intégration du logiciel AX Dynamics par le prestataire GFI étant de 297 K€.
La société a effectué une mise à niveau de son logiciel de trésorerie pour permettre la compatibilité avec le nouveau système de paiement SEPA (16 K€) ainsi que la refonte de son site internet (39 K€).
Le tableau des mouvements des amortissements de l'exercice se présente ainsi :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	Dotations	Reprises	31 mars 2011
Logiciels	192	103	2	293
Brevets	35			35
Total	227	103	2	328

3.2. Immobilisations corporelles. — Le tableau des mouvements de l'exercice se présente ainsi :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	Acquisitions	Cessions	31 mars 2011
Bâtiments	1 347			1 347
Agencements des Constructions	340			340
Matériel et Outillage	79			79
Agencements des Installations	689	12		701
Matériel de transport	12			12
Mobilier et Matériel. De bureau	515	124	43	596
Immobilisations corporelles en cours		2 672		2 672
Avances et acomptes		727		727
Total	2 982	3 535	43	6 474

Les ensembles immobiliers des sites de Lesquin et Libercourt sont financés par crédit bail. Le coût de revient de la construction du site de Lesquin étant à la clôture supérieur de 1 300 K€ au financement initialement accordé, ce montant a été immobilisé dans le poste Bâtiments et amorti en fonction des durées d'utilisation des composants identifiés.
Les immobilisations en cours représentent le coût d'achat du matériel photovoltaïque qui sera installé sur le futur site logistique de Lauwin-Planque (panneaux solaires, onduleurs et transformateurs).
Les avances et acomptes concernent aussi ce futur site, avec l'avance faite au constructeur (632 K€) dans l'attente de la finalisation du dossier de financement, le solde de 95 K€ portant sur les frais d'architecte, d'études de sols et de qualité environnementale.
Le tableau des mouvements des amortissements de l'exercice se présente ainsi :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	CRC 2002/2010	Dotations	Reprises	31 mars 2011
Bâtiments	358	-7	67		418
Agencements des constructions	95		17		112
Matériel et outillage	79				79
Agencements des installations	488		39		527
Matériel de transport	11		2	1	12

Mobilier et matériel de bureau	364		106	43	427
Total	1 395	-7	231	44	1 575

3.3. Titres de participation :

Sociétés	Valeur nette 31 mars 2010	Valeur brute 31 mars 2011	Provisions 31 mars 2011	Valeur nette 31 mars 2011
Cadonor SARL	46	46		46
Espace 3 Game's SAS		2 849	2 849	
Bigben Interactive Belgium	2 897	2 897		2 897
Bigben Interactive (HK) Ltd	269	269		269
Bigben Interactive GmbH		500		500
Total	3 212	6 561	2 849	3 712

3.4. Provisions sur titres de participation :
— Aucune provision n'a été constituée sur l'exercice.
— Maintien du provisionnement des titres de la filiale française Espace 3 Game's SAS soit 2 849 K€ au 31 mars 2006 malgré une situation nette légèrement positive et dans l'attente de la confirmation de son redressement suite à l'abandon de l'activité des magasins au 31 mars 2010 et du développement du commerce par internet.
— Reprise de provision des titres de la filiale allemande Bigben Interactive GmbH soit 500 K€ provisionnés au 31 mars 2004 compte tenu d'un retour durable à la profitabilité.

3.5. Créances rattachées à des participations :

(En milliers d'euros), valeur brute hors intérêts	31 mars 2010	31 mars 2011
Bigben Interactive GmbH	1 650	1 600
Provision		
Total en valeur nette hors intérêts	1 650	1 600

Le remboursement intégral de la dette de 5 000 K€ de la filiale allemande s'est achevé sur l'exercice 2010/2011 par un paiement de 250 K€.
Compte tenu du retour à la profitabilité de la filiale, la situation nette a permis la reconstitution d'une partie de la créance de 3 000 K€ abandonnée en septembre 2005 avec clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 1 400 K€ sur les 3 000 K€.La société a enregistré sur l'exercice le remboursement de cette dette de 1 400 K€, soldant partiellement l'abandon de créance consenti.
Compte tenu des performances récurrentes de Bigben Interactive GmbH, le résultat dégagé au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011 a permis de reconstituer le solde de la créance abandonnée en septembre 2005 soit 1 600 K€.
La dette totale de la filiale allemande s'établit donc à 1 600 K€ au 31 mars 2011.

3.6. Autres immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Titres immobilisés	3	3
Prêt sur crédit bail immobilier	1 188	1 188
Dépôts et cautionnements	10	88
Contrat de Liquidité - Espèces		52
Total	1 201	1 331

Le prêt en faveur de Batinorest de 1 188 K€ correspond au financement partiel des travaux sur le site logistique de Libercourt. Il s'agit d'une avance non rémunérée venant à échéance fin 2012.
L'augmentation du poste « Dépôts et cautionnements » est du au versement par la société de l'acompte pour l'acquisition du terrain de Lauwin Planque pour 76 K€.
Faisant suite à l'autorisation d'un programme de rachat d'actions par l'assemblée générale du 28 juillet 2010, la Société est devenue la seule contributrice au contrat de liquidité du titre confié à la société de bourse Oddo. Afin d'alimenter le nouveau contrat conforme à la charte AMAFI effectif au 1er décembre 2010, la société a effectué auprès du gestionnaire Oddo un apport en espèces de 50 K€ et de 5 000 titres provenant des actions auto-détenues inscrites au nominatif pur sur son registre des titres. Les mouvements opérés sur le marché dégagent au 31 mars 2011 un disponible de trésorerie de 52 K€.

3.7. Stocks et en-cours :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Stocks en valeur brute	26 231	31 497
Dépréciation	-4 722	-5 266
Stocks en valeur nette	21 509	26 231

L'évolution à la hausse des stocks résulte du besoin d'alimenter le métier de l'Edition avec des packs jeu-+accessoire (délais de fabrication et temps de transport) et d'éviter toute rupture de stock sur la nouvelle gamme d'accessoires destinés à la console 3DS sortie le 25 mars 2011.
Depuis le 31 mars 2005, le Groupe procède à un déstockage régulier afin d'alléger la structure financière. De ce fait, il est tenu compte dans la détermination de la valeur de réalisation des stocks concernés non plus seulement des derniers prix de vente constatés en date d'arrêté, mais également des prix estimés pour permettre un déstockage rapide.

Provision à l'ouverture – 01/04/2010	4 722
Dotation de l'exercice	1 287
Provision consommée sur déstockage	-743
Provision à la clôture – 31/03/2011	5 266

3.8. Créances clients et comptes rattachés :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Clients et comptes rattachés	9 768	16 480
Clients douteux	1 413	1 312
Provision pour dépréciation	-1 622	-1 361
Total clients	9 559	16 431

L'encours de créances clients remises en affacturage est de 2 504 K€ au 31 mars 2011 contre 3 333 K€ au 31 mars 2010.
Compte tenu du retour à la profitabilité d'Espace 3 Game's, la provision constituée au 31 mars 2010 de 300 K€ a été reprise en résultat.
La créance sur Espace 3 Game's s'établit à 1 113 K€ au 31 mars 2011. La réallocation du déficit fiscal à Espace 3, par convention en date du 21 mars 2011 pour 925 K€, la filiale reviendra, dès compensation, à une situation normale sans retard de paiement.
Le poste Clients comprend 500 K€ de créances représentées par des effets de commerce et des virements commerciaux à échéance, ainsi que 3 767 K€ de traites endossées à notre profit par notre filiale allemande.

3.9. Autres créances :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Avoirs et ristournes à recevoir des fournisseurs	135	248
Fournisseurs débiteurs	24	132
Diverses créances	158	179
Editeurs Jeux exclusifs	1 775	1 987
Comptes courants filiales		
État, TVA	730	1 134
Provision pour Dépréciation		
Sous total Créances Exploitation	2 822	3 680
Créances sur Immobilisations cédées		
Affacturage - engagé		
Affacturage – disponible	2 567	1 977
Total Autres créances	5 389	5 657

Le poste État TVA au 31 mars 2011 comprend :
— Une créance sur le Trésor de 394 K€ correspondant au contentieux fiscal de notre ancienne filiale Vox Diffusion, société absorbée en septembre 2002. Compte tenu de la décision défavorable en 1ère instance (Tribunal administratif de Lille), la société a déposé un recours devant la Cour Administrative d'Appel de Douai en juillet 2009. Ce recours n'étant pas suspensif, la société s'est acquitté des impositions contestées en contrepartie de la main levée des cautions. L'arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de Douai en date du 8 mars 2011 a condamné l'administration fiscale à l'annulation complète des redressements effectués. La société attend sous peu les avis de dégrèvement.
— Une estimation du crédit d'impôt recherche attendu au titre de 2010 (349 K€) ainsi que la quote-part de celui de 2011(87K€).
Le poste Editeurs Jeux Exclusifs représentent les sommes versées par la société au titre des royautés. Chaque contrat signé avec un éditeur stipule le versement d'un minimum garanti représenté par une royauté unitaire et une quantité minimum de production. Lors de la production du jeu, un

amortissement de ce minimum garanti est calculé, montant unitaire fixé après évaluation du potentiel de vente du produit, et incorporé au prix de revient. La société, par mesure de prudence, essaie d'accélérer l'amortissement des sommes versées, pour éviter de passer in fine en charges des contrats non soldés par des productions de jeux.

3.10. État des échéances des créances :

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus de 1 an à moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	1 608	1 608		
Prêts	1 188		1 188	
Autres immobilisations financières	140	75	65	
Créances clients	17 792	17 792		
Personnel et comptes rattachés	11	11		
Sécurité sociale et autres organismes	12	12		
État et autres collectivités				
Taxe sur la valeur ajoutée	300	300		
Autres impôts et taxes	835	835		
Débiteurs divers	4 499	4 499		
Charges constatées d'avance	531	498	33	
Total	26 916	25 630	1 286	

3.11. Valeurs mobilières de placement :
3.11.1. Actions propres :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Actions propres (valeur brute)	569	492
Dépréciation	-268	-208
Actions propres (valeur nette)	301	284

Ce poste comprend les actions propres détenues au 31 mars 2011 soit 32 138 titres. Leur valeur de marché à cette date étant de 284 K€, une provision a été constatée dans les comptes à hauteur de 208 K€.
Deux programmes d'animation se sont succédés au cours de l'exercice écoulé :
— Le contrat de liquidité conforme à la Charte AFEI déjà en vigueur à l'exercice précédent avec l'animateur Oddo Corporate, faisant intervenir l'actionnaire fondateur comme seul contributeur à ce contrat ;
— Un nouveau contrat de liquidité conforme à la Char te AMAFI avec l'animateur Oddo Corporate, faisant intervenir la Société comme seule contributrice à ce contrat entré en vigueur le 1er décembre 2010.
La Société a transféré au gestionnaire du contrat 5 000 actions détenues en propre pour matérialiser son apport. La réduction de la quotité auto-détenue explique ainsi la baisse de valorisation globale du portefeuille des actions propres.
3.11.2. Actions propres affectées au Contrat de liquidité :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	31 mars 2011
Actions propres (valeur brute)		45
Dépréciation		
Actions propres (valeur nette)		45

Voir paragraphe 3.11.1. Ce poste comprend les actions gérées par la société ODDO Corporate soit 5 100 actions au 31 mars 2011, le prix de revient des actions étant inférieur à la valeur de marché, d'où l'absence de provision.

3.12 – Détail des charges constatées d'avance

(En milliers d'euros)	31 mars 2 010	31 mars 2 011
Achats de marchandises	7	4
Charges d'exploitation	353	527
Total	360	531

3.13. Capitaux propres :
3.13.1. Capital social : Le capital social est composé de 11 560 882 actions d'une valeur nominale de 2 €. Au cours de l'exercice, la conversion de 119 597 BSA Managers 2008 et l'émission de 41 350 actions gratuites consécutive à leur acquisition définitive au titre du plan d'actions gratuites 2008 ont permis la création de 160 947 actions nouvelles, le capital social ayant été en conséquence augmenté de 322 K€.
3.13.2. Prime d'émission :
— Mouvements de l'exercice :

Opérations	Prime	Nombre BSA	Montant	Commentaire
BSA Managers Tranche 1	5.00 €	119 597	597 985 €	1 BSA pour 1 action

L'augmentation de capital consécutive au plan d'actions gratuites 2008 a été faite au nominal de l'action, soit 2€, la prime d'émission étant nulle.
Le programme de BSA Managers autorisé par l'AGE du 1er octobre 2008 prévoit 3 tranches égales correspondant à des fenêtres successives d'exercice du 1er juillet 2009 au 30 juin 2012. Les bons correspondant aux 3 tranches ont été valorisés par un expert indépendant, en fonction des perspectives de résultat et des conditions suspensives (objectifs de résultat opérationnel) à leur exercice.
La création d'actions nouvelles en 2010-11 résultant de l'exercice de la 1ère tranche BSA Managers a permis de constater une prime d'émission de 5.00 € par action sur 119 597 actions nouvelles soit une prime additionnelle de 598 K€. La 1ére tranche de BSA Managers est clôturée à compter du 30 juin 2010.
La 2ème tranche est ouverte du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011 mais aucun exercice n'a été constaté sur l'exercice écoulé.
3.13.3. Réserves : Le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2010, soit 11 568 988 €, a été affecté conformément à l'assemblée générale mixte du 28 juillet 2010, de la façon suivante :

Affectation du résultat :	
Bénéfice de l'exercice	11 568 988 €
Report à nouveau créditeur	92 277 €
Bénéfice distribuable	11 661 265 €
Réserve légale	578 449 €
Dividende aux actionnaires	4 592 958 €
Réserves indisponibles	648 111 €
Report à nouveau créditeur	5 841 747 €

Afin de réaliser l'augmentation de capital consécutive au plan d'actions gratuites de 2008, une somme de 83 K€ a été prélevée sur la réserve indisponible.

3.14. Variation des capitaux propres :

Capitaux propres 31 mars 2008	8 254
Résultat net de l'exercice	14 877
Augmentation de capital net de frais	342
Capitaux propres 31 mars 2009	23 473
Résultat net de l'exercice	11 569
Augmentation de capital net de frais	5 035
Distribution de Dividendes	-2 841
Capitaux propres 31 mars 2010	37 236
Résultat net de l'exercice	13 666
Augmentation de capital –BSA T1 2008	837
Augmentation de Capital – AGA Plan d'actions gratuites du 14/10/2008 (*)	0
Distribution de Dividendes	-4 593
Capitaux propres 31 mars 2011	47 146

(*) L'augmentation de capital, consécutive au plan d'actions gratuites de 2008, a été realisée par prélèvement sur la réserve indisponible constituée par décision de l'AGE du 28/07/2010. Cette opération n'a donc pas d'incidence sur la variation des capitaux propres sociaux de la société.

3.15. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros)	31 mars 2010	Dotations	Provisions utilisées	Provisions devenues sans objet	31 mars 2011
Provision pour perte de change	15	32	15		32
Provision pour Indemnité retraite	224			26	198
Provision sur retour produits défectueux	750	455	750		455
Provision pour risque sur créances clients et fournisseurs	243		243		
Total	1 232	487	1 008	26	685

3.16.Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	03/2010	03/2011	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Deutsche bank (protocole)	4 691	2 985	1 706	1 279	

Aucun crédit de campagne n'a été demandé au titre des besoins de financement, ni pour la période de Noël 2009 ni pour la période de Noël 2010.
Aucune des lignes de crédit accordées au Groupe ne fait l'objet de covenants, à l'exception d'un des deux crédits de 1,75 M€ à 5 ans accordés en décembre 2010 pour le financement de l'installation photovoltaïque pour le nouveau site de Lauwin Planque. Il s'agit d'un covenant de type Endettement financier brut sur Ebitda inférieur à un ratio de 2,75. Au 31 mars 2011, la société n'a procédé à aucune utilisation de ces lignes de crédits autorisées.
Les concours bancaires courants recouvrent des découverts passagers de type « overnight ».
Compte tenu de l'amortissement du prêt Deutsche Bank le dernier jour de chaque trimestre et de l'absence d'autres concours bancaires au 31 mars 2011, il n'y a pas d'intérêt couru à cette date.

3.17. Dettes d'exploitation. — Toutes ces dettes sont à moins d'un an, le détail est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Dettes fournisseurs	6 452	8 755
Dettes sociales	1 093	1 180
Dettes fiscales	237	1 369
Total	7 782	11 304

3.18. Autres dettes diverses :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Clients, remises de fin d'année à accorder	603	917
Clients créditeurs	931	859
Affacturage – financement		
Affacturage - encours clients	2 189	1 719
Compte courant filiale		856
Investisseur privé	382	243
Dettes sur immobilisations	456	466
Autres créditeurs divers	26	26
Total	4 587	5 086

Les positions créditrices en comptes clients s'expliquent essentiellement, par l'émission au cours du premier trimestre de l'année des RFA relatives à l'année civile antérieure.
Le compte courant en faveur de la filiale Espace3 Game's correspond à la réallocation de son déficit fiscal cumulé depuis son entrée dans le périmètre d'intégration fiscale.

3.19. Produits constatés d'avance :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Plus value lease-back Lesquin	41	33
Contrats publicitaires	18	50
Royautés	13	12

Total	72	95

3.20. État des échéances des dettes :

	Montant brut	A 1 an au plus	Plus de 1 an à moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	3 170	1 891	1 279	
Fournisseurs et comptes rattachés	8 755	8 755		
Personnel et comptes rattachés	690	690		
Sécurité sociale et Autres organismes	490	490		
État et autres collectivités				
Taxe sur la valeur ajoutée	355	355		
Autres impôts et taxes	1 014	1 014		
Dettes sur immobilisations	466	466		
Créditeurs divers	4 620	4 620		
Produits constatées d'avance	95	70	25	
Total	19 655	18 351	1 304	

3.21. Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat :

Rubriques	Entreprises liées	Participations
Actif immobilisé		
Participations	6 514	46
Créances rattachées à des participations	1 608	
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	2 589	
Autres créances	2	
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 555	
Autres dettes	858	
Résultat financier		
Produits financiers	31	
Résultat exceptionnel		
Retour à meilleure fortune	1 600	
Réallocation Déficit fiscal	-925	

Les valeurs des titres indiquées dans ce tableau sont les valeurs brutes, une provision ayant été constituée à 100% sur la filiale française Espace 3 Game's (voir 3.4 « Provisions sur titres de participation »).

3.22. Détail des charges à payer :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Intérêts courus auprès des Banques		
Fournisseurs, factures non parvenues	413	715
Dettes sociales	767	847
Taxes assises sur salaires	51	45
Dettes fiscales	234	284
Clients, remises fin d'année à accorder	603	917
Intérêts dettes diverses	8	18
Total	2 076	2 826

4. – Informations relatives au compte de résultat.

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires :
4.1.1. Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
France	46 981	50 154
Exportation et livraisons CE	22 940	32 708
Total	69 921	82 862

4.1.2. Répartition du chiffre d'affaires sectoriel :

(En %)	31/03/2010	31/03/2011
Accessoires	64,1%	59,8%
Edition	13,6%	20,4%
Audio	10,1%	11,6%
Distribution	12,2%	8,2%
Total	100%	100%

4.2. Autres produits d'exploitation et reprises de provisions :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Reprise sur provisions d'exploitation		
Stocks	2 522	743
Actifs circulants	836	544
Risques et charges	27	1 019
Sous-total	3 385	2 306
Produits divers d'exploitation		
Transferts de charges	65	20
Autres produits d'exploitation	405	343
Sous-total	470	363
Total	3 855	2 669

La société BBI UK ayant été dissoute le 31/10/2009, les provisions constituées sur le compte client soit 259 K€ et sur le compte courant soit 371 K€ ont été reprises. Cette reprise de provision soit 630 K€ est incluse dans la reprise sur Actifs circulants de 836 K€ au 31 mars 2010.

4.3. Frais de Recherche et Développement :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Dépôts	117	512

Les frais de recherche & développement comportent l'intégralité des honoraires versés pour les études de faisabilité et les dépôts de brevets, marques et modèles relatifs aux produits développés par la société.
La forte progression est due à la prise en charge des frais de l'équipe de développement basée en Angleterre (Play Gamer Ltd) ainsi qu'au contrat « Equilibrium » développé par la société française Néo-Factory.

4.4. Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Immobilisations	257	326
Stocks	1 222	1 287
Autres actifs circulants	499	283

Risques et charges	184	455
Total	2 162	2 351

Pour plus d'informations sur la rubrique « Stocks », voir « Règles et méthodes comptables – Stocks et encours 2.6 »

4.5. Résultat financier :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Dividendes reçus	1 594	4 330
Gains/Pertes de change	-619	-882
Intérêts prêts filiales	17	31
Intérêts reçus	78	36
Loan notes bbi uk	764	
Provision risque de change	-14	-18
Provisions ou reprises sur prêts filiales		500
Provisions sur actions propres	114	59
Intérêts versés	-233	-192
Total	1 701	3 864

4.6. Résultat exceptionnel :
4.6.1. Détail des produits et charges exceptionnels :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Détail des charges exceptionnelles		
Mali sur Actions propres		30
Titres et Créances BBI UK	18 911	
Abandon de créance Espace 3 Game's	965	
Total	19 876	30
Détail des produits exceptionnels		
Produits de cession des éléments d'actif immobilisé cédés	7	7
Reprise Provision Titres et Créances BBI UK	18 911	
Retour Meilleure Fortune BBI GmbH	1 400	1 600
Total	20 318	1 607

Compte tenu des bons résultats de la filiale allemande BBI GmbH, le solde de l'abandon de créance consenti en septembre 2005 (3 000 K€) a pu être reconstitué pour 1 600 K€ au 31 mars 2011. Le retour à meilleure fortune de 1 400 K€ constaté au 31 mars 2010 a été réglé au cours de l'exercice écoulé
4.6.2. Résultat exceptionnel par nature :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Résultat sur cession actions propres		-30
Plus value cession immobilisation	7	7
Abandon de créance Espace 3 Game's	-965	
Retour Meilleure Fortune BBI GmbH	1 400	1 600
Total	442	1 577

4.7. Impôt sur les bénéfices :
4.7.1. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'euros)	Résultat courant	Résultat exceptionnel et participation	Divers	Total
Résultat avant impôt	12 986	1 577	-196	14 367
Taux de droit commun 33,33%	-625	-76		-701
Résultat après impôt	12 361	1 501	-196	13 666

4.7.2. Situation fiscale différée et latente ;

Impôt dû sur :	
Provisions réglementées	
Subventions d'investissement	
Charges déduites fiscalement non encore comptabilisées	11
Total accroissements	11
Impôt payé d'avance sur :	
Charges non déductibles temporairement (année suivante) :	
Participation des salariés	
Contribution sociale de solidarité	7
A déduire ultérieurement :	
Ecart de conversion passif	33
Provision Risque de Change	11
Provision pour retraite	66
Produits imposés fiscalement non encore comptabilisés	11
Total allégements	128
Situation fiscale différée nette (au taux de droit commun 33,33%)	-117
Impôt dû sur plus-values différées	
Économie d'impôt à imputer sur :	
Déficits reportables en avant	

5. – Autres informations.

5.1. Engagements hors bilan :

	Par	Bénéficiaire	Montant	Montant	Objet de l'engagement
Engagements donnés			31/03/2010	31/03/2011	
Effets escomptés non échus	BBI SA	Banques d'exploitation	253	418	
Caution bancaire	BBI SA	Commerzbank AG			Concours CT à BBI GmbH

Autres engagements. — Déclaration de subordination : Compte tenu de la situation nette positive de la filiale allemande BBI GmbH au 31 mars 2010, la déclaration de subordination de 2 M€ du 23 octobre 2008 était caduque à la clôture de cet exercice et n'a plus lieu d'être au 31 mars 2011.
Les abandons de créance par BBI SA en faveur de la filiale allemande BBI GmbH le 30 septembre 2005 étaient assortis d'une clause de retour à meilleure fortune pour un total de 3 127 K€ (3 000 K€ de principal et 127 K€ d'intérêts). Il a été constaté un retour à meilleure fortune de 1 400 K€ en principal au 31 mars 2010 et de 1 600 K€ au 31 mars 2011.
Engagement de reprise du crédit bail : L'actionnaire institutionnel MI29 a souscrit le 05 avril 2007 un engagement de reprise du crédit bail consenti par Bail Actéa afin de financer la ligne automatique de préparation automatique des colis pour le site logistique de Libercourt soit un investissement de 500 K€, le solde restant dû au 31 mars 2011 est de 109 K€.
Crédits documentaires import : Au 31 mars 2011, aucun crédit documentaire import n'avait été mis en place.
Couverture de change : Au 31 mars 2011 était en place :
— une couverture de change (TARN) de 25 200 KUSD de notionnel échéance juillet 2011, utilisée à hauteur de 12 900 KUSD. Le montant accumulé est de 900 KUSD € au 31 mars 2011 soit 698 K€.
— une couverture de change (tarn) de 18 000 KUSD de notionnel échéance juillet 2011, utilisée à hauteur de 7 440 KUSD. Le montant accumulé est de 720 KUSD au 31 mars 2011 soit 539 K€.

— une couverture de Change (accumulateur) de 2 080 KUSD de notionnel échéance avril 2011, utilisée à hauteur de 441 KUSD. Le montant accumulé est de 22 KUSD au 31 mars 2011 soit 15 K€.
La valeur mark to market des couvertures de change non utilisées est de - 802 K€ au 31 mars 2011.

5.2. Engagements de crédit-bail au 31 mars 2011 :

(En milliers d'euros)	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur origine	4 949	1 685	319	6 953
Amortissements				
Cumuls antérieurs	1 771	347	55	2 173
Exercice en cours	252	128	80	460
Valeur nette	2 926	1 210	184	4 320
Redevances payées				
Cumuls antérieurs	4 073	495	82	4 650
Exercice en cours	539	230	110	879
Redevances a payer				
A un an au plus	539	372	85	996
A plus d'un an et à moins de 5 ans	1 012	739	64	1 815
A plus de 5 ans		35		35
Total	1 551	1 146	149	2 846
Valeur residuelle		16	3	19
Montant charges	539	224	107	870

5.3. Options de souscription d'actions et actions gratuites :
5.3.1. Options de souscription d'actions : Il n'y a plus aucun stock option en vigueur au 31 mars 2011.
5.3.2. Actions gratuites :
— Plan d'actions gratuites 2008 : Le 14 octobre 2008 ont été attribuées 21 750 actions gratuites au personnel de la Société en application de la résolution afférente de l'AGM du 20 juillet 2007. 19 650 actions ont été définitivement acquises par les bénéficiaires le 14 octobre 2010, la période de conservation (indisponibilité fiscale) de ces actions inscrites au nominatif allant jusqu'au 14 octobre 2012.
La pleine jouissance de ces titres ne sera effective qu'à l'expiration de la période d'indisponibilité fiscale de 2 ans soit le 14 octobre 2012. L'augmentation de capital a été constaté par le conseil d'administration en date du 15 novembre 2011.
— Plan d'actions gratuites 2010 : Le 15 novembre 2010 ont été attribuées 34 100 actions gratuites au personnel de la Société en application de la résolution afférente de l'AGM du 28 juillet 2010. Celles-ci seront définitivement acquises par les bénéficiaires le 15 novembre 2012, la période de conservation (indisponibilité fiscale) allant jusqu'au 15 novembre 2014. L'enveloppe globale est de 60 000 actions au niveau du groupe

Date de l'assemblée générale	Age 27/07/2007	Age 30/07/2010
Nombre d'actions gratuites initialement attribuées	21 750	34 100
Nombre d'actions actuellement attribuées au 31 mars 2011	19 650	
Nombre d'actions potentiellement attribuables au 31 mars 2011		34 100
Date d'attribution des actions gratuites	14/10/2008	15/11/2010
Fin de la période d'acquisition	14/10/2010	15/11/2012
Fin de la période de conservation	14/10/2012	15/11/2014

5.4. Bons de souscription d'actions :
— BSA Managers : Le programme de BSA Managers autorisé par l'AGE du 1er octobre 2008 prévoit 3 tranches égales exerçables selon des fenêtres annuelles successives du 1er juillet 2009 au 30 juin 2012, les bons devenant automatiquement caducs à défaut d'avoir été exercés dans les délais fixés pour chaque tranche.
Ces BSA ne seront exerçables que si le résultat opérationnel courant est supérieur à 14,0 M€ au 31 mars 2009 pour la tranche 1,14,5 M€ au 31 mars 2010 pour la tranche 2, 15,0 M€ au 31 mars 2011 pour la tranche 3
Les bons correspondant aux 3 tranches ont été valorisés par un expert indépendant, en fonction des perspectives de résultat et des conditions suspensives à leur exercice :
Croissance normative annuelle de CA : 2%.
Endettement net : 18,8 M€ au 31 mars 2008 ramené à 0 au 31 mars 2010.
Résultat opérationnel cible : 18,0 M€ au 31/03/2009, 18,5M€ au 31 /03/2010, 19,0 M€ au 31/03/2011.
Dividendes attendus : pas de dividende en 2008 et 2009, distribution de 30% du résultat en 2010, 2011 et 2012
Volatilité non endettée de référence : 48,45%
Taux sans risque : rendement futur de l'OAT 10 soit de 4,04% au 31 octobre 2008 à 4,63% au 31 juillet 2012.
Moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la valorisation définitive et l'attribution par le conseil le 3 novembre 2008: 6,13 euros donc en-deçà du minimum de 7,00 minimums stipulés par l'AGE précitée.

Le rapport de l'expert indépendant fait apparaître une valeur du BSA de 0,5165 euros (arrondie à 0,52 €) pour la tranche 1, de 0,7023 euros (arrondie à 0,71 €) pour la tranche 2 et de 0,7969 euros (arrondie à 0,80 €) pour la tranche 3.
Les 360 000 bons offerts ont été intégralement souscrits par les bénéficiaires le 30 décembre 2008, permettant de constater une prime d'émission de 243 600 €.
Les bénéficiaires des BSA managers n'ont pas reçu d'actions gratuites le 14 octobre 2008.
Exercice tranche 1 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2008/2009 supérieur à 14,0 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 1 des BSA était exerçable à compter du 1er juillet 2009 jusqu'au 30 juin 2010 pour un total de 120 000 BSA.
400 BSA de la tranche 1 ont été exercés au cours de l'exercice 2009-10, donnant lieu à la création de 400 actions nouvelles soit une augmentation du capital à hauteur de 1 K€ et des fonds propres (nominal + prime d'émission) à hauteur de 3 K€. Le solde des BSA de la 1ère tranche a été exercé au cours du 1er trimestre de l'exercice donnant lieu à la création de 119 597 actions nouvelles soit une augmentation de capital de 239 K€ et d'une prime d'émission de 598 K€.
Exercice tranche 2 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2009/2010 supérieur à 14,5 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 2 des BSA est exerçable à compter du 1er juillet 2010 jusqu'au 30 juin 2011 pour un total de 120 000 BSA. Au 31 mars 2011, aucun BSA de la tranche 2 n'a été exercé.
Exercice tranche 3 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2010/2011 supérieur à 15 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 3 des BSA pourra être exercée à compter du 1er juillet 2011 jusqu'au 30 juin 2012. pour un total de 120 000 BSA.

5.5. Rémunérations des dirigeants et mandataires sociaux :
5.1. Rémunération du comité de direction : Les rémunérations totales brutes versées à l'ensemble des membres du Comité de direction de la société se sont élevées au titre de l'exercice 2010/2011 à 602 K€ contre 553 K€ en 2009/2010. Les engagements de retraite au profit des membres du Comité de direction de la société s'élève à 58 K€ au 31 mars 2011 contre 65 K€ au 31 mars 2010.
5.2. Rémunération allouées aux membres des organes de direction au titre de leurs fonctions de mandataire social :

	Rémunération fixe perçue	Rémunération variable perçue	Rémunérations exceptionnelles	Jetons de présence	Avantages en nature perçus	Nature de l'avantage
2010/2011	234	0	0	4	0	
2009/2010	234	0	0	4	0	

Les rémunérations prises en compte sont d'une part les rémunérations de M. Falc, président directeur général de la société et la rémunération de Mme De Vrieze, salariée de la filiale Espace 3 Game's et d'autre part les jetons de présence versés à l'ensemble des administrateurs.

5.6. Parties liées – Règlement ANC 2010.02. — Il est indiqué qu'aucune convention entre parties liées n'est à mentionner dans l'annexe car :
— soit conclues avec des filiales détenues à 100% ;
— soit conclues à des conditions normales de marché ;
— soit considérées comme non significatives.

5.7. Effectif fin de période :

Personnel salarié	31/03/2010	31/03/2011
Cadres	34	38
Agents de Maîtrise	21	18
Employés	51	55
Total	106	111

5.8. Droit individuel à la formation (DIF). — Conformément à la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent au 31 mars 2011 à 9 325 heures contre 8 547 heures au 31 mars 2010.
Au cours de l'année 2010, le nombre d'heures de formation consommées au titre du DIF est nulle contre 60 heures au titre de l'année 2009.
Compte tenu du peu de demandes de DIF, aucune charge n'a été constatée sur l'exercice.
Le nombre d'heures de DIF restantes au 31 mars 2011 ne comprend pas le prorata du premier trimestre 2011 mais il a été retraité des personnes ayant quitté la société entre le 01/01 et le 31/03/2011 et celles encore présentes au 31 mars 2011 ayant consommées des heures de DIF au cours du 1er trimestre 2011.

5.9. Convention d'intégration fiscale. — Une convention d'intégration fiscale a été conclue avec une première prise d'effet pour l'exercice clos le 31 mars 2000. Les sociétés intégrées sont les suivantes :

Sociétés	% Détenu par la mère	Date d'entrée dans le Groupe	
Bigben Interactive SA	N/A	01/04/1999	Mère
Espace 3 Game's SAS	100%	01/04/1999	Fille

La méthode d'intégration fiscale retenue prévoyait que toute économie d'impôt est acquise à la société-mère et constitue pour elle-même un profit exceptionnel d'impôt non taxable.

Compte tenu du retour à la profitabilité fiscale du groupe au 31 mars 2011, il a été décidé, par convention en date du 21 mars 2011 entre les 2 sociétés, que la quote-part du déficit reportable du groupe, apporté par la filiale Espace 3 et non encore déduit fiscalement, lui soit restitué. Il est prévu aussi par la convention que tout déficit fiscal ultérieur de la filiale lui soit immédiatement restitué par inscription en compte courant créditeur dans les livres de la société-mère. En cas de résultat fiscal bénéficiaire de la filiale, la dette d'impôt sera transférée à la société-mère par inscription en compte courant débiteur dans les comptes de la société-mère.

5.10. Tableau des filiales et participations :

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (En %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés pour la société	Montant du CA hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
Filiales (détenues à + de 50%) (en milliers d'euros) :										
Espace 3 Game's SAS	2 000	-1 088	100%	2 849				2 655	1 081	
Bigben Interactive Belgique SA	300	1 123	100%	2 896	2 896			9 562	285	1 000
Bigben Interactive HK Ltd – Hong-Kong	181	2 070	100%	269	269			44 609	2 976	3 330
Bigben Interactive GmbH Allemagne	500	178	100%	500	500	1 600	305	17 201	586	
Participations (détenues entre 10 et 25%)										
Cadonor SARL (*)	13	215	25%	46	46			534	-23	

(*) Etats financiers disponibles au 31 mars 2010.

B. — Comptes consolidés.

I. — **État de situation financière au 31 mars 2011.**
(En milliers d'euros.)

	Notes	03/2010	03/2011
Actifs non courants			
Goodwills	5.1	1 156	1 156
Autres Immobilisations incorporelles	5.2	2 165	2 496
Immobilisations corporelles	5.3	6 277	9 838
Autres actifs financiers	5.4	135	279
Actifs d'impôts différés	5.5	2 832	738
Actifs non courants		12 565	14 507
Actifs courants			
Stocks	5.6	21 796	26 463
Créances clients	5.7	20 549	22 028
Autres débiteurs	5.8	5 836	5 040
Actifs d'impôts exigibles		106	154
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	16 395	7 546
Actifs courants		64 682	61 231
Total actif		77 247	75 738
Capital		22 800	23 122
Primes		1 913	2 511

Réserves		7 068	14 670
Ecarts de conversion		184	45
Résultat net		11 950	9 855
Capitaux propres Part du Groupe	4.3	43 915	50 203
Participations ne donnant pas le contrôle	4.3		
Engagements envers le personnel	5.10	236	208
Passifs financiers à long terme	5.11	4 895	2 993
Autres Passifs non courants	5.12	243	104
Passifs non courants		5 374	3 305
Provisions à court terme	5.13	243	
Passifs financiers à court terme	5.11	5 269	2 768
Fournisseurs		12 936	8 960
Autres créditeurs	5.14	9 239	9 423
Passif d'impôt exigible		271	1 079
Passifs courants		27 958	22 230
Total capitaux propres et passifs		77 247	75 738

II. — **État du résultat global consolidé au 31 mars 2011**.
(En milliers d'euros.)

	Notes	**03/2010**	**03/2011**
Produits des activités ordinaires	6.1	93 792	101 311
Autres produits de l'activité	6.2	594	1 232
Achats consommés	6.3	-55 568	-61 412
Charges externes	6.4	-12 435	-13 089
Impôts et taxes		-636	-620
Charges de personnel	6.5	-8 904	-9 159
Amortissements des immobilisations		-2 687	-2 578
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles		-64	-198
Résultats sur cessions d'actifs non courants	6.6	519	7
Pertes de valeur			
Résultat opérationnel		14 611	15 494
Produits financiers		132	37
Charges financières		-452	-301
Résultat de change (*)		-404	-1 785
Coût de l'endettement financier net	6.7	-724	-2 049
Résultat avant impôt		13 887	13 445
Impôt sur les résultats	6.8	-1 937	-3 590
Résultat net		11 950	9 855
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			
Ecarts de conversion		20	-139
Résultat global		11 970	9 716
Résultat net		11 950	9 855
Part des minoritaires			
Part du groupe		11 950	9 855
Résultat global		11 970	9 716
Part des minoritaires			
Part du groupe		11 970	9 716

Résultat net – part du groupe par action		1.09	0.86
Résultat global – part du groupe par action		1.09	0.85
Résultat net dilué– part du groupe par action		1.08	0.86
Résultat global dilué – part du groupe par action		1.09	0.84

(*) La société a décidé d'isoler le résultat de change dans la présentation du compte de résultat compte tenu du caractère significatif de ce dernier.

III.1. — **Variation des capitaux propres.**

Variation des capitaux propres part du groupe (en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Ecarts de conversion	Capitaux propres du groupe
Capitaux propres consolidés à fin mars 2008	9 807 776	19 615	23 055	-30 019	-341	12 310
Résultat au 31 mars 2009				16 482		16 482
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					505	505
Résultat global				16 482	505	16 987
Augmentation de Capital – BSA 2006	18 513	63	39			102
Frais d'augmentation Capital			-5			-5
Prime bsa managers 2008			244			244
Programme Actions gratuites				36		36
Capitaux propres consolidés à fin mars 2009	9 826 289	19 678	23 333	-13 501	164	29 674
Résultat au 31 mars 2010				11 950		11 950
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					20	20
Résultat global				11 950	20	11 970
Augmentation de capital – BSA 2006	1 560 311	3 121	1 950			5 071
Augmentation de capital – BSA Managers 2008	400	1	2			3
Frais Augmentation de capital			-39			-39
Programme Actions gratuites				77		77
Dividendes versés aux actionnaires			-23 333	20 492		-2 841
Capitaux propres consolidés à fin mars 2010	11 399 935	22 800	1 913	19 018	184	43 915
Résultat au 31 mars 2011				9 855		9 855
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					-139	-139
Résultat global				9 855	-139	9 716
Augmentation de capital – BSA Managers 2008	119 597	239	598			837
Augmentation de capital – Plan Actions gratuites 2008	41 350	83		-83		
Contrat de Liquidité				2		2
Programme Actions gratuites				326		326
Dividendes versés aux actionnaires				-4 593		-4 593
Capitaux propres consolidés à fin mars 2011	11 560 882	23 122	2 511	24 525	45	50 203

III.2. — **Flux de trésorerie consolidé.**
(En milliers d'euros.)

	31/03/2010	31/03/2011
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des entreprises intégrées part groupe	11 950	9 855
Dotations aux amortissements	2 687	2 574
Variation des provisions	44	-270
Plus et moins values de cession	152	-7
Autres produits et charges sans incidence financière	-803	

Actions gratuites – IFRS 2	78	326
Résultat net du financement	435	332
Impôts différés	1 109	2 083
Capacité d'autofinancement avant résultat net de financement et impôts	15 652	14 893
Variation du Besoin en fonds de roulement	-3 865	-8 822
Stocks	-5 765	-4 602
Créances d'exploitation	1 531	-800
Impôt sur le résultat payé	-1 108	-748
Dettes d'exploitation	1 653	-2 530
Intérêts payés	-177	-143
Incidence des activités cédées		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11 786	6 070
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition immobilisations incorporelles	-2 122	-2 200
Acquisition immobilisations corporelles	-209	-3 572
Cession immobilisations incorporelles et corporelles	52	56
Acquisition immobilisations financières	-5	-150
Cession immobilisations financières	23	6
Intérêts payés	-224	
Trésorerie nette sur cessions de filiales		
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-2 485	-5 860
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation de capital ou apports	5 074	837
Dividendes versés aux actionnaires	-2 841	-4 593
Émission d'emprunts		
Actifs financiers	150	
Remboursement d'emprunts	-2 446	-2 446
Intérêts payés	-258	-189
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-321	-6 391
Incidence des variations de cours de devises	143	-27
Variation de trésorerie	9 123	-6 208
Trésorerie à l'ouverture Trésorerie à la clôture (Voir Note 5.9)	444 513 568	135 687 360

IV. — **Notes aux états financiers consolidés.**

4.1. Informations relatives à l'entreprise. — Les états financiers au 31 mars 2011 comprennent la société Bigben Interactive SA – domiciliée en France à Lesquin (59818) CRT2 rue de la Voyette - et ses filiales (Groupe Bigben Interactive). Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, compartiment C (ISIN : FR0000074072 ; Reuters : BIG.PA ; Bloomberg : BIG FP).
Le Groupe Bigben Interactive (Ci-après dénommé « Le Groupe ») est le leader indépendant de la distribution et de la fabrication/édition d'accessoires pour consoles de jeux vidéo sur les principaux marchés d'Europe continentale (France, Allemagne et Benelux).
Les comptes consolidés au 31 mars 2011 ainsi que les notes y afférant ont été arrêtés par le conseil d'administration le 04 mai 2011. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires courant juillet 2011.
Les informations relatives à l'exercice clos le 31 mars 2009, présentées dans le document de référence 2009 n°R.09-091 enregistré auprès de l'AMF le 7 décembre 2009, sont incorporées par référence.

4.2. Faits marquants :
4.2.1. Durant l'exercice clos au 31 mars 2011 :
a) Développement commercial : Récession du secteur du jeu vidéo depuis le début de l'année 2009 perdurant en 2010, la bonne santé commerciale des consoles de salon PlayStation3 et Xbox 360 ne pouvant compenser le déclin des consoles nomades en fin de vie et l'essoufflement de la console de salon Wii ;
Environnement difficile, toujours marqué par l'extrême prudence de l'ensemble des circuits de distribution et la concurrence d'une multiplicité d'acteurs;
Chiffre d'affaires en croissance organique de 8% sur l'exercice, Bigben Interactive surperformant le secteur avec l'ouverture de nouveaux marchés et l'accent mis sur les activités de conception ;
Forte saisonnalité au 2ème semestre de l'exercice mais sans phénomène de rattrapage par rapport au 1er semestre, les stocks dans les canaux de distribution étant à leur plus bas niveau historique avant la haute saison.
b) Moyens : Acquisition d'un terrain à Lauwin Planque (59) pour la construction du nouveau site logistique Groupe avec un démarrage des travaux en fin d'exercice pour une 1ère tranche de 18 000 m^2 destinée à être opérationnelle pour la haute saison 2011, financement de l'ensemble du projet prévu par crédit bail pour une enveloppe globale de 8 M€ ;

Investissement dans une installation photovoltaïque recouvrant le nouvel entrepôt avec acquisition avant le 31 décembre 2010 de l'ensemble des matériels, financement bancaire moyen terme de 3,5M€ ;
Montée en puissance de la filiale Espace 3 dans le commerce électronique, avec une part croissante des produits Groupe dans le volume global d'affaires.
c) Actionnariat : Exercice de 119 597 BSA managers 2008 et émission de 41 350 actions gratuites 2008 permettant la création de 160 497 actions nouvelles.
d) Finances : Aucun crédit de campagne au titre des besoins de financement pour la période de Noël 2010 ;
Réallocation à la filiale Espace 3 Game's des économies d'impôt résultant de déficits reportables passés à concurrence de 925 K€.
e) Retour à meilleure fortune de la filiale Bigben Interactive GmbH : Retour à meilleure fortune sur l'abandon de créance au 30 septembre 2005 de 3 M€ en faveur de la filiale Bigben Interactive GmbH, constaté à concurrence de 1,4 M€ au 31 mars 2010 et remboursé pour ce montant au 31 mars 2011.
Constatation d'un nouveau retour à meilleure fortune de 1,60 M€ au 31 mars 2011, la créance résultante étant remboursable in fine au 30 juin 2012 avec faculté de remboursement anticipé partiel ou intégral à tout moment.
Prêt octroyé par BBI SA à sa filiale pour un montant initial de 5 M€, intégralement remboursé au 31 mars 2011 dont 0,25 M€ payés en cours d'exercice.
4.2.2. Evènements post clôture : Aucun fait marquant n'est intervenu depuis la clôture.

4.3. Principales méthodes comptables :
4.3.1. Déclaration de conformité : Les états financiers consolidés sont établis en conformité aves les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne présente des différences dans leur date d'application avec le référentiel « as issued by IASB ». Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/IAS/index_en.htm.
De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations, applicables ou non à l'exercice 2010-2011, sont détaillées ci-dessous.

Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er avril 2010 :
— Application des normes révisées IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » : Ces normes sont d'applications obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009, soit pour le Groupe à compter du 1er avril 2010. Les normes révisées IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » s'appuient sur deux concepts fondamentaux :
– L'obtention du contrôle est un événement majeur constituant un changement dans la nature de l'investissement.
– La mise à la juste valeur, à la date de la prise de contrôle, non seulement des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables, mais aussi du montant de l'investissement réalisé pour obtenir le contrôle.
La norme IFRS 3 révisée introduit des modifications à la méthode de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3 avant révision, dont notamment :
– L'option d'évaluer les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur. Cette option est appliquée au cas par cas pour chaque acquisition.
– La constatation en charges de la période des coûts directs liés à l'acquisition.
– La valorisation à la juste valeur à la date d'acquisition des ajustements de prix éventuels. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si la clause d'ajustement de prix est génératrice d'un passif financier.
– Dans le cas d'un regroupement réalisé par étape, la valorisation à la juste valeur à la date de prise de contrôle de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise. L'éventuel profit ou perte qui en découle est comptabilisé en résultat.
La norme IFRS 3 révisée est appliquée de façon prospective. Elle est donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er avril 2010.
Par ailleurs, la norme IAS 27 révisée introduit plusieurs modifications notamment :
– Les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans changement de contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans les entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe.
– Les cessions de titres avec perte de contrôle donnent lieu à la constatation en résultat de cession de la variation de juste valeur calculée sur la totalité de la participation à la date de l'opération. La participation résiduelle conservée, le cas échéant, sera ainsi évaluée à sa juste valeur au moment de la perte de contrôle.
La norme IAS 27 révisée est appliquée de façon prospective. Elle est donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er avril 2010.
— Autres normes et interprétations applicables à compter du 1er avril 2010 : Les autres nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er avril 2010 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 mars 2011, elles concernent principalement :
– IFRS 2 amendée « Transactions intragroupes dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie » (incorporation d'IFRIC 8 et IFRIC 11) publiée en juin 2009 ;
– IAS 39 « Eléments éligibles à la couverture » (partiellement adoptée par l'UE) ;
– Améliorations annuelles des IFRS, publiées en avril 2009 ;
– IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;
– IFRIC 15 « contrats de construction immobilière » ;
– IFRIC 16 « couverture d'un investissement net à l'étranger » ;
– IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires » ;
– IFRIC 18 « transfert d'actifs par des clients ».
— Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 mars 2011 : Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1er avril 2010 :
– IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
– Amendement à IFRS 7 « informations à fournir en matière de transferts d'actifs financiers » ;
– IAS 24 amendée « Informations sur les parties liées » ;
– IFRIC 14 amendée « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » ;
– IFRIC 19 « Dettes financières réglées par des instruments de capitaux propres » ;
– Améliorations annuelles des normes IFRS publiée en mai 2010.
Le Groupe mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.
4.3.2. Bases de préparation : Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente qui sont évalués à leur juste valeur.
Les actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.
L'application de la norme IAS 1 - Présentation des états financiers rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.
Les actifs et passifs relatifs au cycle d'exploitation, ainsi que les éléments dont l'échéance est inférieure à 12 mois, sont présentés dans les éléments courants.
Le compte de résultat est présenté par nature. Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle du Groupe. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.
— Estimations : En vue de l'établissement des états financiers consolidés, la direction du Groupe ou des sociétés intégrées peuvent être amenées à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur des actifs et passifs, des charges et produits, ainsi que les informations données dans les notes annexes du Groupe.

Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité. Ces hypothèses concernent notamment les tests de dépréciation des actifs, les engagements envers les salariés, l'activation des impôts différés sur les reports déficitaires et les provisions.
— Modification de la présentation des comptes : Le Groupe a décidé d'isoler le résultat de change dans la présentation du compte de résultat compte tenu du caractère significatif de ce dernier.
4.3.3. Principes de consolidation :
4.3.3.1. Critères de consolidation : Les sociétés dans lesquelles le Groupe Bigben Interactive exerce un contrôle direct ou indirect de droit et de fait sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe Bigben Interactive, sans en avoir le contrôle exclusif, exerce une influence notable, sont mises en équivalence.
4.3.3.2. Date d'arrêté des comptes : Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 mars 2011, et retraitées le cas échéant en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.
4.3.3.3. Date d'effet des acquisitions et des cessions : L'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation est effective :
— soit à la date d'acquisition des titres,
— soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois,
— soit à la date prévue par le contrat d'acquisition si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.
La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.
4.3.3.4. Opérations internes au Groupe : Toutes les transactions entre les sociétés intégrées globalement sont éliminées, ainsi que tous les résultats internes à l'ensemble consolidé.
4.3.3.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Les comptes des filiales étrangères sont convertis en euro selon la méthode suivante :
— les éléments d'actifs et de passifs sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice,
— Les comptes de résultat sont convertis sur la moyenne des cours moyens trimestriels de change.
— Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours, ainsi que ceux provenant de la différence entre le cours de change du jour de la transaction et taux de change à la clôture, sont portés en écarts de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.
Le Groupe a opté, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, pour le reclassement en « réserves consolidées » des écarts de conversion accumulés au 1er avril 2004.
En cas de cession ultérieure des filiales, le résultat de cession ne comprendra pas la reprise des écarts de conversion antérieurs au 1er avril 2004.
4.3.3.6. Transactions en monnaie étrangère : Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.
Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.
4.3.4. Goodwill : Les goodwills représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs, passifs et passifs éventuels à la date des prises de participation.
Les goodwills ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », et IAS36 « dépréciation d'actif ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, à savoir une forte dégradation des résultats ou une situation nette négative et au minimum une fois par an. Pour ce test, les goodwills sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des entrées de trésorerie indépendantes. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 4.3.7.. Les goodwills sont inscrits à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite en résultat net. Les pertes de valeur ne peuvent faire l'objet de reprise.
Les excédents de la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sur le coût d'acquisition sont directement portés en compte de résultat.
4.3.5. Autres Immobilisations incorporelles : Les autres immobilisations incorporelles sont constituées des logiciels acquis, des marques achetées, ainsi que les droits à reproduire, comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les droits à reproduire sont amortis en fonction des quantités mises en production.
Les droits au bail et les logiciels informatiques acquis sont immobilisés et amortis respectivement sur une durée d'utilité de 20 et de 3 ans. Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.
Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges.
Conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels. Cependant, la majeure partie des frais engagés par les bureaux d'études sont comptabilisés en charges car les projets en cours de développement ne rentrent que très tardivement dans l'étape où ils sont susceptibles de remplir les critères d'activation d'IAS 38. En particulier, les frais de développement d'un nouveau produit ne sont immobilisés que si la décision de lancement de ce produit est effectivement prise.
4.3.6. Immobilisations corporelles :
— Valeur brute : Conformément à la norme IAS 16 les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Lorsque des composants d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes et amorties sur leur durée d'utilité propre.
Le Groupe incorpore les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié dans le coût de cet actif, dès lors que la date de commencement pour l'incorporation au coût de cet actif des coûts d'emprunt est postérieure au 1er avril 2009. Antérieurement, le Groupe comptabilisait immédiatement en charges tous les coûts d'emprunt. Ce changement de méthode résultant de l'application d'IAS 23 (2007) *Coûts d'emprunt* est comptabilisé de façon prospective conformément aux dispositions transitoires de cette norme.
Le Groupe n'a incorporé aucun coût d'emprunt au titre des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice 2010-2011.
Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure lors de leur première comptabilisation. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous, sauf dans les cas où la durée d'utilité du contrat est plus courte et s'il n'est pas prévu de transfert de propriété à l'issue du contrat.
— Amortissement :
– Cas général : L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle et d'une éventuelle dépréciation à compter de la date à laquelle le bien est prêt à être mis en service. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Durées d'utilité	(En années)
Constructions	15 à 20

Matériels et outillages	5 à 8
Agencements constructions	10
Agencements installations	4 à 10
Matériels de transport	4
Mobilier, matériel de bureau	5 à 10

4.3.7. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé : Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actif », une perte de valeur est enregistrée en résultat lorsque la valeur recouvrable des immobilisations devient inférieure à leur valeur nette comptable.
La valeur recouvrable des immobilisations correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des coûts de cession et leur valeur d'utilité.
La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet de tests dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Ces tests sont effectués au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition et aux marques achetées), ainsi que pour les immobilisations incorporelles en cours.
Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs.
La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie avant impôt et actualisés. Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture sur la base du coût du capital spécifique au Groupe Bigben Interactive ajusté pour prendre en compte les risques spécifiques associés aux unités testées. Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus dans le cadre du plan stratégique à 3 ans, élaboré par les entités opérationnelles et validé par la direction Générale. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini.
Compte-tenu de l'organisation du Groupe Bigben Interactive, les UGT principales ont été définies comme les zones géographiques suivantes : France, Benelux, Allemagne, Hong-Kong.
Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les Goodwills affectés à l'U.G.T. puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.
4.3.8. Actifs et passifs financiers : Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, et la trésorerie.
Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.
4.3.8.1. Evaluation et comptabilisation des actifs financiers :
— Placements détenus jusqu'à échéance : Ces actifs sont exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).
— Prêts et créances : Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.
— Actifs financiers disponibles à la vente : Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de placement. Les titres de placement incluent les titres que le Groupe a l'intention de conserver durablement et ceux qui sont cessibles à court terme.
Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le Groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont enregistrées directement en contrepartie des capitaux propres. Lorsque l'évaluation à la juste valeur de ces actifs conduit à reconnaître une moins-value latente dans les capitaux propres, cette moins-value passe en résultat si la perte de valeur est importante ou prolongée. Les pertes de valeur sur instruments de capitaux propres classées en disponible à la vente ne peuvent pas être reprises en résultat avant la cession des titres concernés.
— Trésorerie et autres actifs financiers : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.
Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du groupe constituent une composante de la trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.
4.3.8.2. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).
4.3.9. Stocks : Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du Prix moyen pondéré. Le coût prend également en compte les frais accessoires, de logistique et de transport, pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent, conformément à IAS 2- Stocks. Le coût est net des escomptes et des conditions différées obtenus des fournisseurs.
Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.
La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.
4.3.10. Actifs non courants détenus en vue de la vente : Conformément à IFRS 5- Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs non courants destinés à la vente sont classés sur une ligne distincte du bilan et sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession.
Les actifs non courants présentés au bilan comme détenus en vue de la vente ne sont plus amortis à compter de la date où ils deviennent disponibles à la vente.
4.3.11. Impôts : Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.
Les charges ou les produits d'impôt sont comptabilisés au compte de résultat sauf s'ils se rattachent à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés en capitaux propres.
L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) la comptabilisation initiale du goodwill, et (ii) la comptabilisation d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable.
Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la clôture.
Des impôts différés actifs sont constatés sur les déficits fiscaux reportables, dès lors qu'il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs d'impôts pourront être imputés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture.
Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.
4.3.12. Provisions : Conformément à la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.
Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.
Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

4.3.13. Engagements de retraites et assimilés : Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers soit, des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.
Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes ; la charge qui correspond aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.
Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.
Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :
— une hypothèse de date de la retraite fixée à soixante cinq ans pour les salariés français ;
— un taux d'actualisation financière ;
— un taux d'inflation ;
— des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.
Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes.
Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat immédiatement.
4.3.14. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu : En application de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice par les salariés. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par la direction.
4.3.15. Titres d'autocontrôle : Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.
4.3.16. Résultat par action : Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net Part- du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Pour la détermination du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.
4.3.17. Tableau des flux de trésorerie : Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation.
La trésorerie et équivalents à l'ouverture et à la clôture mentionnée dans le tableau de flux comprend les disponibilités et les valeurs mobilières de placement ainsi que les concours bancaires courants.
4.3.18. Enregistrement du revenu : Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.
Les produits des activités ordinaires provenant de la vente de biens sont comptabilisés lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens est transféré à l'acheteur.
Compte tenu de l'activité du Groupe, l'intégralité des coûts de prestations commerciales est présentée en réduction du chiffre d'affaires.

4.4. Politique du groupe en matière de gestion des risques. — Le groupe est exposé aux risques financiers suivants :
— risque de crédit,
— risque de liquidité,
— risque de marché,
— gestion de capital.
La présente note décrit les risques financiers auxquels est exposé le groupe, la politique, les procédures de mesures et de gestion des risques ainsi que la gestion du capital.
Les informations quantitatives relatives à ces différents risques figurent dans les différents paragraphes de la présente annexe en lien avec les postes concernés du bilan ou du compte de résultat.

Risque de crédit. — Le risque de crédit représente le risque de perte financière dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.
La gestion de ce risque sur les créances clients est prise en compte notamment par :
— les procédures d'autorisation d'ouverture d'un nouveau compte client qui permettent de s'assurer de la solvabilité de tout nouveau client,
— le reporting mensuel client qui permet d'analyser la durée de crédit moyen accordé au client, le pourcentage et l'ancienneté de l'encours client et ce, sur toutes les zones d'activité du groupe.r e p
Par ailleurs, la typologie des principaux clients du groupe à savoir les acteurs de la grande distribution européenne dont la solvabilité est avérée, limite le risque de crédit pour le groupe.

Risque de liquidité. —Le groupe Bigben Interactive gère le risque de liquidité en s'assurant de l'existence de lignes de crédit court et moyen terme suffisantes au regard de son activité et des variations qu'entraînent celle-ci en matière de besoin en fond de roulement et de remboursement des échéances. Il sécurise ses ressources à court terme par le recours à l'affacturage et à l'escompte, selon les territoires et les contreparties.

Risque de marché. — Le risque de marché correspond au risque que les variations de prix de marché (cours de change, taux d'intérêt, prix des instruments de capitaux propres) affectent le résultat du groupe ou la valeur des instruments financiers détenus.
La gestion du risque de marché a pour objectif de contrôler l'exposition au risque de marché et/ou les limites acceptables en termes de couple risque/ rentabilité.

Risque de change. — La part du produit des activités ordinaires réalisée dans des monnaies autres que l'euro représente 7% du chiffre d'affaires consolidé (5%pour le Dollar et 2% pour la Livre Sterling).
En revanche, deux tiers des achats du Groupe sont libellés en USD et font systématiquement l'objet de couvertures par achat à terme dans le cadre d'enveloppes. Les cours de référence interne sont révisés à chaque campagne d'achat afin de maîtriser l'impact des variations monétaire sur les marges.
Par ailleurs, les actifs monétaires ainsi que l'endettement du groupe est exclusivement en devise euro.

Risque de taux. — Dans le cadre du financement de son exploitation, le groupe utilise pour l'essentiel des financements à taux variable basés sur l'Euribor ou équivalent.
En revanche, le Groupe n'a pas jusqu'ici –compte tenu des anticipations ders opérateurs sur l'évolution des taux à moyen terme- estimé nécessaire d'utiliser des instruments de couvertures de type swap afin de fixer une partie de son endettement en termes de taux d'intérêt. Cet endettement est pour l'essentiel une dette financière amortissable avec une échéance ultime le 31 décembre 2012.

Gestion du capital. — Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.
La reconstitution des fonds propres du fait des résultats accumulés depuis 3 exercices permet au Groupe de disposer à compter de la clôture de l'exercice clos le 31 mars 2011, de réserves disponibles pour financer un programme de rachat d'actions ; celui-ci serait néanmoins limité à 5% du capital.
Deux programmes d'animation du titre se sont succedés au cours de l'exercice écoulé :

— Le contrat de liquidité conforme à la Charte AFEI déjà en vigueur à l'exercice précédent avec l'animateur Oddo Corporate, faisant intervenir l'actionnaire fondateur comme seul contributeur à ce contrat;
— Un nouveau contrat de liquidité conforme à la Charte AMAFI avec l'animateur Oddo Corporate, faisant intervenir la Société comme seule contributrice à ce contrat entré en vigueur le 1er décembre 2010.

En nombre de titres :

Titulaire	Période	Solde début de période	Achats	Ventes	Solde fin de période
Contrat Alain Falc	01/04/2010-30/11/2010	3 500	67 744	71 244	
Contrat Bigben Interactive(*)	01/12/2010-31/03/2011	5 000	33 393	33 293	5 100
(*) La société a apporté au contrat 5000 actions provenant de son portefeuille d'actions propres.					

En cours moyen par action

Titulaire	Période	Achats	Ventes
Contrat Alain Falc	01/04/2010-30/11/2010	84 594	85 278
Contrat Bigben Interactive	01/12/2010-31/03/2011	89 388	90 260

L'évolution des risques sur les 2 exercices 2009/10 et 2010/11 concerne essentiellement :
— le risque de liquidité qui s'est réduit avec l'amélioration régulière de l'exploitation d'une part et la mise à disposition de concours bancaires adéquats ;
— le risque de change (achats de marchandises) qui a fait l'objet d'une large couverture sur les 2 exercices mais a été particulièrement difficile à gérer en 2010-11 compte tenu des variations erratiques de la parité euro dollar.

4.5. Périmètre de consolidation :
4.5.1. Liste des sociétés reprises dans le périmètre de consolidation : Les entités sont toutes consolidées en intégration globale, à l'exception des sociétés dont l'impact est non significatif sur les comptes consolidés.

Société	2009/10	2010/11
	% de contrôle	% de contrôle
Bigben Interactive SA	société-mère	société-mère
Espace 3 Games (SAS)	100%	100%
Bigben Interactive Belgium SA (Belgique)	100%	100%
Bigben Interactive Nederland (Pays Bas)	100%	100%
Bigben Interactive HK Ltd (Hong Kong)	100%	100%
Bigben Interactive GmbH (Allemagne)	100%	100%

4.5.2. Changements du périmètre de consolidation : Aucune autre modification du périmètre de consolidation n'est à noter sur les périodes présentées.

4.6. Information sectorielle. — Les activités du Groupe sont exposées dans la note 4.6 de la présente annexe.
Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Comité Exécutif (Euromeeting).
Le Groupe choisit de présenter l'information sectorielle selon 4 segments géographiques (France, Benelux, Allemagne, Hong Kong) conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'information détaillée par secteur correspond à l'organisation interne du Groupe ainsi qu'à l'information présentée au conseil d'administration du Groupe servant notamment à évaluer les performances.
Les informations sectorielles ci-dessous suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers.
4.6.1. Résultat par secteur :

31 mars 2011	France	Benelux	Allemagne	Hongkong	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires						
De l'activité	67 201	11 881	17 202	5 027		101 311
Ventes inter-segments	17 182	83		39 581	-56 846	
Total	84 383	11 964	17 202	44 608	(56 846	101 311
Résultat sectoriel	9 766	217	2 249	3 262		15 494
Résultat financier						-2 049
Impôts						-3 590
Résultat						9 855
Actifs sectoriels						
Goodwills	68	1 088				1 156
Autres actifs non courants	12 311	173	62	67		12 613

Actifs courants	50 619	4 275	5 020	1 317		61 231
Actifs d'impôts différés	105	21	251	361		738
Actif total	63 103	5 557	5 333	1 745		75 738
Passifs sectoriels	10 540	1 508	1 858	4 789		18 695
Passif d'impôts						1 079
Dettes financières						5 761
Capitaux propres						50 203
Passif total						75 738
Perte de valeur						
Investissements	6 553	18	19	29		6 619
Dotation aux amortissements	2 463	80	18	13		2 574

Un client du groupe représente plus de 10% (14,3%) du chiffre d'affaires consolidé du groupe. Le chiffre d'affaires réalisé avec ce client concerne essentiellement le secteur « France » :

31 mars 2010	France	Benelux	Allemagne	Hongkong	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires						
De l'activité	57 252	16 025	14 867	5 648		93 792
Ventes inter-segments	13 658	495		27 924	-42 077	
Total	70 910	16 520	14 867	33 572	-42 077	93 792
Résultat sectoriel	9 188	1 576	1 900	1 947		14 611
Résultat financier						-724
Impôts						-1 937
Résultat						11 950
Actifs sectoriels						
Goodwills	68	1 088				1 156
Autres actifs non courants	8 226	234	60	56		8 576
Actifs courants	42 990	9 735	7 540	4 418		64 683
Actifs d'impôts différés	2 374	-31	212	277		2 832
Actif total						77 247
Passifs sectoriels	9 670	6 361	2 035	4 831		22 897
Passif d'impôts						271
Dettes financières						10 164
Capitaux propres						43 915
Passif total						77 247
Perte de valeur						
Investissements	2 474	30	13	8		2 525
Dotation aux amortissements	2 420	122	16	129		2 687

Un client du groupe représente plus de 10% (11.1%) du chiffre d'affaires consolidé du groupe. Le chiffre d'affaires réalisé avec ce client concerne essentiellement le secteur « France ».
4.6.2. Autres informations (métiers)/ La communication du Groupe est organisée prioritairement de manière géographique. L'information par métiers est restreinte à la communication du chiffre d'affaires pour des raisons de confidentialité.

2010/2011	France	Benelux	Allemagne	Hongkong	Total
Accessoires	36 417	6 927	15 037	4 427	62 808
Audio	8 761	525	637		9 923
Edition	14 498	1 556	1 527	600	18 181
Distribution	7 526	2 873			10 399
Total des produits	67 202	11 881	17 201	5 027	101 311

2009/2010	France	Benelux	Allemagne	Hongkong	Total
Accessoires	32 798	6 172	14 393	5 639	59 002
Audio	6 658	346	204	10	7 218

Edition	8 465	1 234	269		9 968
Distribution	9 331	8 273			17 604
Total des produits	57 252	16 025	14 866	5 649	93 792

Répartition métiers. — Compte tenu de l'évolution du profil d'activité du Groupe et de l'ajout de lignes de produits complémentaires (accessoires pour smartphones et jeux en téléchargement), la définition des métiers exercés par le Groupe a été reconfiguré au cours de l'exercice écoulé afin de tenir compte de leur position sur la filière et de traduire l'intensité du processus de conception :
— L'Accessoire couvre l'ensemble des accessoires aujourd'hui développés, pour consoles et pour smartphones dont les fonctionnalités sont très proches voire similaires, traduisant une réelle convergence du numérique vers le ludique.
— L'Edition qui comprend la recherche de concepts de jeu innovants puis le suivi technique du développement proprement dit des titres, couvre à la fois les jeux vendus sous forme physique (en boites) et les jeux en téléchargement.
— L'Audio est un métier historique qui connait une nouvelle vigueur avec le ciblage de produits grand public et le développement de modèles originaux.
— La Distribution pour compte de tiers couvre l'activité de distribution sous toutes ses formes, qu'elle soit exclusive ou non exclusive, physique ou en ligne, celle-ci est en effet soumise à des contraintes comparables de financement de stock, de logistique et de diffusion.
Les 3 premiers segments ci-dessus intègrent l'ensemble de la chaine de valeur propre aux produits développés : conception, développement, production et commercialisation. Ils sont ainsi désormais regroupés sous l'intitulé « Conception » dans les publications du Groupe. Cette part de l'activité a vocation à mettre en avant des niveaux de marge opérationnelle supérieurs à la partie de l'activité correspondant à la Distribution.

V. – Notes complémentaires relatives aux comptes de bilan.

5.1. Goodwills :

Origine	Valeur nette 31/03/2010	Valeur brute 31/03/2011	Perte de valeur 31/03/2011	Valeur nette 31/03/2011
Bigben Belgique	1 088	1 088		1 088
Vox Diffusion	68	68		68
Total	1 156	1 156		1 156

Information relative au test de dépréciation. — Dans le cadre des tests de perte de valeur, le taux d'actualisation avant impôt retenu au 31 mars 2011 est de 10,74% et le taux de croissance à l'infini de 0%.
Une hypothèse d'un taux d'actualisation à 12% ou une baisse de 20% des flux de trésorerie prévisionnels ne conduiraient pas à la comptabilisation d'une perte de valeur sur le goodwill Bigben Interactive Belgique.
Dans le cadre des tests de perte de valeur, le taux d'actualisation avant impôt retenu au 31 mars 2010 est de 9% et le taux de croissance à l'infini retenu est de 2%.

5.2. Autres Immobilisations incorporelles :

Exercice 2010/2011	Goodwill	Autres	Total
Valeur brute début de période	1 156	5 608	6 764
Acquisitions		2 201	2 201
Transferts			
Diminutions/sorties		7	7
Valeur brute fin de période	1 156	7 802	8 958
Amortissements cumulés début de période		3 443	3 443
Dotation aux amortissements		1 870	1 870
Diminutions/amortissements		7	7
Amortissements cumulés fin de période		5 306	5 306
Perte de valeur cumulée début de période			
Perte de valeur - Dotation			
Perte de valeur – Reprise ou cessions			
Perte de valeur cumulée fin de période			
Valeur nette fin de période	1 156	2 496	3 652

Exercice 2009/2010	Goodwill	Autres	Total
Valeur brute début de période	2 302	3 626	5 928
Acquisitions		2 122	2 122
Transferts			

Diminutions/sorties	1 146	140	1 286
Valeur brute fin de période	1 156	5 608	6 764
Amortissements cumulés début de période		1 744	1 744
Dotation aux amortissements		1 839	1 839
Diminutions/amortissements		140	140
Amortissements cumulés fin de période		3 443	3 443
Perte de valeur cumulée début de période	930		930
Perte de valeur - Dotation			
Perte de valeur – Reprise ou cessions	930		930
Perte de valeur cumulée fin de période			
Valeur nette fin de période	1 156	2 165	3 321

Les mouvements constatés en 2009-10 sur le goodwill concernent la société Espace 3 Game's, l'activité des magasins de détail ayant été arrêtée dans le courant de l'exercice, soit par cession des fonds de commerce soit par arrêt pur et simple de l'activité.

5.3. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'euros)	03/2010	03/2011
Valeur brute début de période	12 800	12 399
Acquisitions	398	4 267
Actifs destinés à la vente		
Ecarts de Change	-17	-62
Diminutions/sorties	782	111
Valeur brute fin de période	12 399	16 493
Amortissements cumulés début de période	6 030	6 122
Dotation aux amortissements	847	704
Actifs destinés à la vente		
Ecarts de Change	-7	-60
Diminutions/amortissements	748	111
Amortissements cumulés fin de période	6 122	6 655
Perte de valeur cumulée début de période		
Perte de valeur		
Perte de valeur cumulée fin de période		
Valeur nette fin de période	6 277	9 838

Les ensembles immobiliers des sites de Lesquin et Libercourt sont financés par crédit bail, le coût de revient des terrains et constructions est de 6 137 K€ amortis pour 2 595 K€, soit une valeur nette de 3 542 K€.
La chaîne logistique de Libercourt ainsi que les chariots élévateurs informatisés sont financés par crédit bail, le coût de revient est de 949 K€ amorti pour 456 K€, soit une valeur nette de 493 K€ au 31 mars 2011. Le reste des acquisitions représentent essentiellement du matériel informatique et les coûts d'outillage (moules de fabrication).
Compte tenu de la future construction de la 1ère tranche du site logistique de Lauwin Planque, la société a comptabilisé en acquisition d'immobilisations corporelles (immobilisations en cours ou acomptes sur immobilisations):
— le contrat signé avec Bail Actéa pour 685 K€ correspondant à la nouvelle chaine automatique informatisée.
— L'acompte versé au promoteur pour 632 K€ HT dans l'attente de la régularisation du dossier de crédit bail immobilier.
— L'acquisition du matériel photovoltaïque (panneaux solaires, accumulateurs et transformateurs) pour 2 672 K€.

5.4. Autres actifs financiers non courants :

	Prêts	Dépôts de garantie	Autres titres	Autres créances	Total
A la clôture de l'exercice 2008-09		80	74		154
Acquisitions/augmentations		5			5
Cessions		24			24
Change					

A la clôture de l'exercice 2009-10		61	74		135
Acquisitions/augmentations		98		52	150
Cessions		6			6
Change					
A la clôture de l'exercice 2010-11		153	74	52	279

Ce poste est composé essentiellement de dépôts de garantie.
La valeur des titres des sociétés non consolidées est comprise dans le poste « Autres Titres ».

5.5. Actifs d'impôts différés :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Déficits	2 446	299
Décalages temporels	386	439
Total de l'impôt différé	2 832	738

Au 31 mars 2010, un actif d'impôt différé sur déficit fiscal a été pris en compte à hauteur de 2 234 K€ sur Bigben Interactive S.A. correspondant à l'activation en totalité du déficit reportable de l'intégration fiscale. Compte tenu du résultat de l'exercice au 31 mars 2011, l'impôt différé actif a été totalement utilisé, le groupe intégré fiscalement devant s'acquitter du paiement de l'impôt sur les sociétés.
Il a été constaté un impôt différé sur déficit fiscal de 251 K€ sur Bigben Interactive GmbH, et de 48 K€ sur la filiale hollandaise, soit une activation totale du déficit fiscal des 2 sociétés
Compte tenu des résultats bénéficiaires des sociétés disposant d'un déficit reportable, le groupe a constaté une charge d'impôt de 2 233 K€ correspondant à l'utilisation des actifs d'impôts différés sur déficit fiscal.

5.6. Stocks :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Valeur brute	26 670	31 875
Perte de valeur	4 874	5 412
Valeur nette	21 796	26 463

L'évolution à la hausse des stocks résulte du besoin d'alimenter le métier de l'Edition avec des packs jeu-+accessoire (délais de fabrication et temps de transport) et d'éviter toute rupture de stock sur la nouvelle gamme d'accessoires destinés à la console 3DS sortie le 25 mars 2011.

5.7. Créances Clients :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Clients et effets en portefeuille	21 828	23 229
Perte de valeur pour créances douteuses	1 279	1 201
Total créances	20 549	22 028

Concentration clients. — Quatre clients représentent plus de 5% et un seul plus de 10% du chiffre d'affaires du groupe. Ces clients, intervenants majeurs de la grande distribution, ont une solvabilité avérée et reconnue.

Crédit client. — Le reporting relatif au crédit client indique un DSO stable à 69 jours au 31 mars 2010 et 2011 après réintégration des effets reçus du principal client de la filiale allemande. Il est à noter que BBI GmbH a endossé au profit de BBI SA les effets reçus de son principal client pour 3767 K€ avec des échéances réparties d'avril à juin 2011.Ces effets figurent dans le poste clients comme créances non échues.

Au 31 mars 2011. — La ventilation de la valeur brute des créances clients, en fonction de l'ancienneté des créances, s'analyse de la façon suivante :

Ventilation Echu/Non échu au 31/03/2011	(En milliers d'euros)	%
Créances Clients non échues	17 387	74.9%
Créances Clients échues	5 842	25.1%
Total créances	23 229	100%

Les clients en Allemagne comme au Benelux sont systématiquement assurés ce qui réduit le risque de crédit au 31 mars 2011 de 6 975 K€. Le poste Clients de la société faîtière Bigben Interactive SA représente 14 906 K€ dont 4 788 K€ échus au 31 mars 2011.

Ventilation des créances échues au 31/03/2011	(En milliers d'euros)	%
Moins de 1 mois	1 977	33.8%
De 1 à 3 mois	2 088	35.7%
De 3 mois à 1 an	345	5.9%
Plus d'1 an	-62	-1.0%
Clients douteux	1 494	25.6%
Total créances	5 842	100%

Les Clients douteux (1 494 K€ TTC) sont provisionnées à hauteur de 1 201 K€ HT. Les créances de moins de 3 mois ne présentent pas de risques particuliers et ne sont pas individuellement significatives.
La société faîtière BBI SA a recours à l'affacturage pour l'essentiel des ses clients de la grande distribution à l'exception de trois enseignes parmi les plus grandes et à l'escompte pour les signatures non affacturées.
En Belgique et au Pays Bas, le groupe utilise la cession de créances en adossement à une ligne de crédit court terme, négociée auprès d'un partenaire financier indépendant.
En Allemagne, la filiale qui avait eu recours à l'escompte classique (3 901 K€ à la clôture du 31 mars 2010) pour les effets tirés sur son principal client, n'a pas eu recours à la mobilisation au 31 mars 2011.

Au 31 mars 2010. — Les clients en Allemagne comme au Benelux sont systématiquement assurés ce qui réduit le risque de crédit au 31 mars 2010 de 13 394 K€. Le poste Clients de la société faîtière Bigben Interactive SA représente 7 850 K€ dont 3 015 K€ échus au 31 mars 2010.

5.8. Autres débiteurs :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Etats et collectivités locales (hors IS)	741	1 164
Personnel	39	43
Ristournes Fournisseurs à recevoir	151	258
Créances sur cessions immobilisations	49	
Affacturage	2 567	1 977
Charges constatées d'avance	566	729
Acomptes et avances sur commandes	1 373	540
Acomptes Contrats de Distribution	150	
Fournisseurs débiteurs et divers	200	329
Total	5 836	5 040

5.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie (I)	16 395	7 545
Concours bancaires (II)	2 827	185
Intérêts courus (III)		
Financements court termes (II)+(III)	2 827	185
Trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie (I) -(II)	13 568	7 360

5.10. Engagements envers le personnel :

31 mars 2011	01/04/10	Dotations	Utilisations	Reprises sans utilisation	Variation périmètre	31/03/ 2011
Retraites et assimilées	236			28		208
Total	236			28		208

31 mars 2010	01/04/09	Dotations	Utilisations	Reprises sans utilisation	Variation périmètre	31/03/2010
Retraites et assimilées	239	5		8		236
Total	239	5		8		236

Retraites et assimilés. — Les engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision ne concernent que les sociétés françaises. Il n'y a aucun engagement de cette nature au Benelux, compte-tenu des législations nationales en vigueur, de même qu'en Allemagne et à Hongkong.
Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Hypothèses retenues	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Taux d'actualisation + d'inflation	4.5%	4.6%	4.8%
Turn over	1%	1%	1%
Table de Mortalité	TF et TH 00 0290	TF et TH 00.02	TF et TH 00.02
Taux d'augmentation des salaires			
Cadres et Agents de Maîtrise	4.0%	4.0%	3.0%
Employés	4.0%	4.0%	3.0%

5.11. Passifs financiers courants et non courants :

(En milliers d'euros)	31/03/2011 total	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts d'origine long terme	3 036	1 745	1 291	
Emprunts sur locations financement	2 539	837	1 667	35
Concours bancaires courants	185	185		
Intérêts courus non échus				
Autres financements à court terme				
Total des passifs financiers	5 760	2 767	2 958	35

(En milliers d'euros)	31/03/2010 total	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans
Emprunts d'origine long terme	4 794	1 758	3 036	
Emprunts sur locations financement	2 543	684	1 859	
Concours bancaires courants	2 827	2 827		
Intérêts courus non échus				
Autres financements à court terme				
Total des passifs financiers	10 164	5 269	4 895	

Aucune des lignes de crédit accordées au Groupe ne fait l'objet de covenants, à l'exception d'un des deux crédits de 1,75 M€ à 5 ans accordés en décembre 2010 pour le financement de l'installation photovoltaïque pour le nouveau site de Lauwin Planque. Il s'agit d'un covenant de type Endettement financier brut sur Ebitda inférieur à un ratio de 2,75, ce covenant est respecté au 31 mars 2011.
Au 31 mars 2011, les tirages effectués auprès du factor français s'élevaient à 2 504 K€ contre 3 333 K€ au 31 mars 2010.
Faisant suite à la renégociation des lignes bancaires au Benelux au cours de l'exercice écoulé, il n'y a plus ni en Belgique ni aux Pays-Bas, d'affectation de factures en garantie sans tirage au 31 mars 2011.
L'escompte en Allemagne présentait un encours de 3 901 K€ à la clôture au 31 mars 2010. La filiale n'a pas eu recours à la mobilisation au 31 mars 2011.

5.12. Autres passifs non courants :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Dettes sur immobilisations > 1an		
Investisseurs privés > 1 an	243	104
Total	243	104

Au 31 mars 2010 et au 31 mars 2011, la part relative aux investisseurs privés représente leur participation dans la dette bancaire résiduelle de 9 222 K€ rééchelonnée sur 5 ans à compter du 31 mars 2008.

5.13. Provisions :

	01/04/10	Dotations	Utilisations	Reprises sans utilisation	Variation périmètre	31/03/2011
Autres provisions	243		243			
Total	243		243			

	01/04/09	Dotations	Utilisations	Reprises sans utilisation	Variation périmètre	31/03/2010
Plan de Restructurations	10			10		
Autres provisions	185	75	17			243
Total	195	75	17	10		243

5.14. Autres créditeurs :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Etats et collectivités publiques (hors IS)	1 377	869
Personnel et Organismes sociaux	1 384	1 462
Remises clients et Clients Créditeurs	3 604	3 848
Instruments financiers dérivés		803
Dette sur immobilisations	456	466
Investisseur privé	139	139
Affacturage	2 189	1 719
Produits constatés d'avance	56	87
Créditeurs divers	34	30
Total	9 239	9 423

VI. – Notes complémentaires au compte de résultat.

6.1. Détail des produits des activités ordinaires :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Ventes de marchandises	93 561	101 155
Prestations de services	231	156
Total	93 792	101 311

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique des clients :

(En milliers d'euros)	31/03/2010		31/03/2011	
Allemagne	13 288	14,2%	15 033	14,8%
Belgique	9 106	9,7%	7 644	7,5%
France	47 970	51,1%	51 631	51,0%
Pays-Bas	6 774	7,2%	4 054	4,0%
Italie	3 046	3,2%	4 711	4,6%
Autres	13 608	14,6%	18 238	18,1%

Total	93 792	100%	101 311	100%

6.2. Autres produits de l'activité :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Subventions		729
Autres produits	594	503
Total	594	1 232

Le poste « Subventions » comprend les crédits d'impôt Recherche de 2009-2010 ainsi que la quote-part 2011.

6.3. Achats consommés :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Marchandises	58 718	66 014
Variation stock marchandises	-4 449	-5 141
Perte de valeur sur stocks	1 299	539
Total	55 568	61 412

Les provisions pour dépréciation des stocks de fin d'exercice sont respectivement de 5 412 K€ au 31 mars 2011 contre 4 873 K€ au 31 mars 2010.

6.4. Charges externes :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Achats non stockés	653	696
Primes d'assurances	272	319
Entretiens – réparations	541	516
Loyers	600	604
Autres services extérieurs	287	292
Publicité	2 892	2 408
Transports sur ventes	2 623	3 138
Frais de Déplacements	712	773
Frais de Communication	701	752
Frais et services bancaires	143	134
Honoraires	1 994	2 193
Autres Charges externes	900	752
Dépenses de retd	117	512
Total	12 435	13 089

Après une année de forte progression de la « Publicité » en 2009-10 pour l'acclimatation des packs « Accessoire+ Jeu », le succès auprès du public de ces nouveaux produits a permis de réduire l'effort promotionnel en 2010. Les transports sur ventes ont augmenté plus vite que les ventes du fait de l'augmentation des volumes transportés et du renchérissement du coût du pétrole.
Les frais de recherche & développement comportent l'intégralité des honoraires versés pour les études de faisabilité et les dépôts de brevets, marques et modèles relatifs aux produits développés par le groupe.

6.5. Charges de personnel :

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
Salaires et rémunérations	6 589	6 703
Charges relatives aux actions gratuites (IFRS2)	78	326
Charges sociales	1 827	1 861
Versements plans à cotisations définies	397	280

Augmentation de la provision pour prestations définies	13	-11
Participation des salariés		
Total	8 904	9 159

6.6. Résultats sur cessions d'actifs non courants :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Résultat de cession d'autres actifs non courants	519	7
Total	519	7

Le résultat de cession du 31 mars 2010 correspond au profit de 672 K€ suite à la signature de l'accord transactionnel sur le paiement des Loan Notes ainsi que l'arrêt de l'activité des magasins de détail de la filiale Espace 3 dégageant notamment un résultat négatif de 127 K€ sur les incorporels.

6.7. Coût de l'endettement :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Intérêts sur financement moyen terme	-167	-107
Intérêts sur financement de l'exploitation net des produits net d'escompte et de créances	-177	-143
Frais relatifs au crédit bail	-91	-82
Résultat net du financement (sous total)	-435	-332
Résultat sur cessions de valeurs mobilières de placement	-4	
Autres produits financiers	119	68
Produits financiers (sous total)	115	68
Résultat financier hors change	-320	-264
Perte de change	-932	-3 301
Gain de change	528	1 516
Résultat de change	-404	-1 785
Total	-724	-2 049

En l'absence de couverture de taux, le groupe est exposé à un risque de hausse de taux pour l'intégralité de son endettement à taux variable, la hausse des taux d'intérêts majorant le coût de son endettement.
La simulation de l'exposition du groupe à une surcharge du fait des taux d'intérêts est la suivante :
— Pour l'exercice 2010-2011 : impact de + 1% sur les intérêts servis: surcharge de frais financiers de 45 K€ soit 49% ;
— Pour l'exercice 2011-2012 ;
— Pour 1% de hausse des taux d'intérêts : surcharge de frais financiers de 25 K€ soit 40%.
A contrario, en cas de diminution des taux, le groupe n'est pas soumis à un risque de perte d'opportunité en cas de baisse des taux EURIBOR.

6.8. Impôt sur le résultat :

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Impôt exigible	828	1 507
Impôt différé	1 109	2 083
Total impôt	1 937	3 590

(En milliers d'euros)	31/03/ 2010	31/03/ 2011
Résultat consolidé avant impôt et perte de valeur	13 887	9 855
Taux d'imposition de la SA BBI (Mère)	33.33%	33.33%
Impôt théorique	4 629	4 481
Impôt réel	1 937	3 590
Ecart à analyser	2 692	891
IS sur différences permanentes	262	107

Activation de déficits antérieurs	1 997	124
Différence de taux	433	660
Ecart analysé	2 692	891

6.9. Résultat par action :

	31/03/2010	**31/03/2011**
Nombre d'actions ordinaires au 1er avril	9 839 224	11 399 935
Incidence des actions propres	37 138	37 238
Actions émises en cours d'exercice (*)	1 560 711	160 947
Nombre d'actions ordinaires au 31 mars	11 399 935	11 560 882
Prorata temporis Actions émises	1 170 655	107 427
Nombre moyen d'actions en circulation	10 972 741	11 470 124
Effet dilutif des options d'achats suivant la méthode du « rachat d'actions »		
Exercice des BSA (1 action pour 1 BSA) (**)	42 971	54 159
Nombre moyen d'actions après dilution	11 015 712	11 524 283
Nominal des actions (en euros)	2,00	2.00

(*) Au 31 mars 2010 : correspond à l'exercice des BSA 2006 et la 1 ère tranche des BSA Managers 2008. Les BSA 2006 étaient exerçables jusqu'au 30 juin 2009. Au 31 mars 2011 : correspond au solde de la 1 ère tranche des BSA Managers 2008 et au plan d'actions gratuites du 14/10/2008.

(**) Au 31 mars 2010 et 2011 correspond aux BSA Managers 2008 (Tranche 2 et 3).

Actions propres. — Ce poste comprend les actions propres détenues au 31 mars 2011 soit :
— 32 138 titres en nominatif pur,
— 5 100 actions au titre du contrat de liquidité.

BSA Managers. — Le programme de BSA Managers autorisé par l'AGE du 1er octobre 2008 prévoit 3 tranches égales exerçables selon des fenêtres annuelles successives du 1er juillet 2009 au 30 juin 2012, les bons devenant automatiquement caducs à défaut d'avoir été exercés dans les délais fixés pour chaque tranche.
Ces BSA ne sont exerçables que si le résultat opérationnel courant est supérieur à 14,0 M€ au 31 mars 2009 pour la tranche 1, 14,5 M€ au 31 mars 2010 pour la tranche 2, 15,0 M€ au 31 mars 2011 pour la tranche 3
Les bons correspondant aux 3 tranches ont été valorisés par un expert indépendant, en fonction des perspectives de résultat et des conditions suspensives à leur exercice :
— Croissance normative annuelle de CA : 2%
— Endettement net : 18,8 M€ au 31 mars 2008 ramené à 0 au 31 mars 2010.
— Résultat opérationnel cible : 18,0 M€ au 31/03/2009, 18,5M€ au 31 /03/2010, 19,0 M€ au 31/03/2011.
— Dividendes attendus : pas de dividende en 2008 et 2009, distribution de 30% du résultat en 2010, 2011 et 2012
— Volatilité non endettée de référence : 48,45%
— Taux sans risque : rendement futur de l'OAT 10 soit de 4,04% au 31 octobre 2008 à 4,63% au 31 juillet 2012.
Moyenne des 20 derniers cours de bourse précédant la valorisation définitive et l'attribution par le conseil le 03 novembre 2008: 6,13 euros donc en-deçà du minimum de 7,00 minimums stipulés par l'AGE précitée.
Le rapport de l'expert indépendant fait apparaître une valeur du BSA de 0,5165 euros (arrondie à 0,52€) pour la tranche 1, de 0,7023 euros (arrondie à 0,71€) pour la tranche 2 et de 0,7969 euros (arrondie à 0,80€) pour la tranche 3.
Les 360 000 bons offerts ont été intégralement souscrits par les bénéficiaires le 30 décembre 2008, permettant de constater une prime d'émission de 243 600 €.
Les bénéficiaires des BSA managers n'ont pas reçu d'actions gratuites le 14 octobre 2008.
Exercice tranche 1 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2008/2009 supérieur à 14,0 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 1 des BSA était exerçable à compter du 1er juillet 2009 jusqu'au 30 juin 2010 pour un total de 120 000 BSA.
400 BSA de la tranche 1 ont été exercés au cours de l'exercice 2009-10, donnant lieu à la création de 400 actions nouvelles soit une augmentation du capital à hauteur de 1 K€ et des fonds propres (nominal + prime d'émission) à hauteur de 3 K€. Le solde des BSA de la 1 ère tranche a été exercé au cours du 1er trimestre de l'exercice donnant lieu à la création de 119 597 actions nouvelles soit une augmentation de capital de 239 K€ et une prime d'émission de 598 K€.
Exercice tranche 2 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2009/2010 supérieur à 14,5 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 2 des BSA est exerçable à compter du 1er juillet 2010 jusqu'au 30 juin 2011 pour un total de 120 000 BSA. Aucun bon n'a été exercé au cours de l'exercice écoulé mais l'essentiel des souscriptions est attendu dans les dernières semaines de la période d'exercice, comme cela fut le cas en juin 2010 pour les BSA de la tranche 1.
Exercice tranche 3 : Compte tenu du résultat opérationnel de l'exercice 2010/2011 supérieur à 15 M€ et des conditions précises d'attribution, la tranche 3 des BSA pourra être exercée à compter du 1er juillet 2011 jusqu'au 30 juin 2012. pour un total de 120 000 BSA.

6.10. Plans d'option d'achat d'actions et de souscription d'actions :
— Options de souscription : Il n'y a plus aucun stock option en vigueur au 31 mars 2010.
— Plan d'actions gratuites 2008 : Le 14 octobre 2008 ont été attribuées 44 600 actions gratuites au personnel du groupe en application de la résolution afférente de l'AGM du 20 juillet 2007. 41 350 actions ont été définitivement acquises par les bénéficiaires présents le 14 octobre 2010, ces actions étant inscrites au nominatif dans le registre de titres de la société-mère.
La pleine jouissance de ces titres ne sera effective qu'à l'expiration de la période d'indisponibilité fiscale de 2 ans soit le 14 octobre 2012. L'augmentation de capital a été constaté par le conseil d'administration en date du 15 novembre 2010.

— Plan d'actions gratuites 2010 :Le 15 novembre 2010 ont été attribuées 60 000 actions gratuites au personnel du groupe en application de la résolution afférente de l'AGM du 28 juillet 2010. Celles-ci seront définitivement acquises par les bénéficiaires le 15 novembre 2012, la période de conservation (indisponibilité fiscale) allant jusqu'au 15 novembre 2014.
L'avantage salarial a été calculé selon les éléments suivants :
– Cours de l'action du 15/11/2010 de 10,00 €.
– Pas de dividende et volatilité du titre de 26,39%.
– Taux d'actualisation de 4%.
– Juste valeur de 11,84€ (modèle Black and Scholes).

Date de l'assemblée générale	Age 27/07/2007	Age 28/07/2010
Nombre d'actions gratuites initialement attribuées	44 600	60 000
Nombre d'actions actuellement attribuées au 31 mars 2011	41 350	
Nombre d'actions potentiellement attribuables au 31 mars 2011		60 000
Date d'attribution des actions gratuites	14/10/2008	15/11/2010
Fin de la période d'acquisition	14/10/2010	15/11/2012
Fin de la période de conservation	14/10/2012	15/11/2014

6.11. Dividende proposé à l'assemblée générale Annuelle :

	31/03/2010	31/03/2011
Montant des dividendes proposés à l'assemblée générale des actionnaires	4 560 K€	
Valeur unitaire par action ordinaire	0.40	

Le montant des dividendes non versés sur actions propres au titre de l'exercice 2009-10 a été affecté au compte de report à nouveau.
Compte tenu de la nécessité de préserver la trésorerie afin d'être en mesure de saisir des opportunités de croissance, il ne sera pas proposé de distribution de dividende à l'assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 mars 2011.

6.12. Engagement hors bilan :

Engagements donnés	Par	Bénéficiaire	31/03/2010	31/03/2011	Objet de l'engagement
Caution bancaire	BBI SA	Commerzbank AG	0	0	Concours CT à BBI GmbH
Hypothèque	Atoll Soft	CBC Banque	103	52	Financement du Site de Tubize et crédit d'exploitation

Autres engagements :
— Lignes de crédit accordées : La société-mère Bigben Interactive a obtenu 2 lignes de crédit à 5 ans pour un montant de 3 500 K€ afin de permettre le financement de son installation photovoltaïque. Ces crédits sont mobilisables par tirages trimestriels, la faculté de tirage s'amortissant suivant un échéancier précis. Au 31 mars 2011, il n'y a pas d'utilisation.
— Déclaration de subordination : Compte tenu de la situation nette positive de la filiale allemande BBI GmbH au 31 mars 2010, la déclaration de subordination de 2 M€ du 23 octobre 2008 est caduque à la clôture de cet exercice.
— Engagement de reprise de crédit-bail : L'actionnaire institutionnel MI29 a souscrit le 05 avril 2007 un engagement de reprise du crédit bail consenti par Bail Actéa afin de financer la ligne de préparation automatique des colis sur le site logistique de Libercourt, l'investissement étant de 500 K€. Le solde restant dû au 31 mars 2011 est de 109 K€.

Engagements reçus	Par	Bénéficiaire	Montant 31/03/2010	Montant 31/03/2011	Objet de l'engagement
Caution bancaire	Crédit Agricole	BBI SA	0	0	Acquisition BBI UK Holdings
Caution	MI 29	Bail Actéa	500	500	Ligne de colisage automatique

Date de clôture	31/03/2010	31/03/2011

Echéance	Moins 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Moins 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Loyers non annulables	283	501	0	351	402	0

— Couverture de change : Au 31 mars 2011 était en place :

Devise	Montant initial	Type de couverture	Echéance	Taux	Montant déjà utilisé avant le 31 mars 2011	Montant accumulé au 31 mars 2011	Montant maximum résiduel
USD	2 080	Accumulateur	Avril 2011	1 425	441	22	22
USD	18 000	Tarn	Juillet 2011	1 335	7 440	720	5 040
USD	25 200	Tarn	Juillet 2011	1.29	12 900	900	7 200

La valeur « mark to market » de ces instruments financiers est de – 802 K€ au 31 mars 2011. Le résultat financier a donc été impacté d'une perte de change de ce montant.

6.13. Instruments financiers (Compléments sur l'application de IFRS 7) :

31-mars 2011	Valeur nette comptable au bilan delà classe	Categories comptables						Juste valeur			
Rubriques au bilan et classes d'instruments		Instruments financiers par le résultat	Dérives qualifiés de couverture	Actifs évalués à la Juste Valeur (option JusteValeur)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Coûts cotés	Modèle interne avec des paramètres observables	Modèle interne avec des paramètres non observables	Juste Valeur de la classe
Autres actifs financiers non courants	279				71	208			208	71	279
Dont titres de participations	71				71					71	71
Dont dépôts et cautionnements	208					208			208		208
Total actifs financiers non courants	279				71	208			208	71	279
Créances clients	22 028					22 028			22 028		
Autres débiteurs	5 040					5 040			5 040		
Trésorene et équivalents de trésorerie	7 546			7 546				7 546			7 546
Total actifs financiers courants	34 614			7 546				7 546	27 068		34 893
Total des actifs financiers	34 893			7 546				7 546	27 276	71	34 893
Passifs financiers à long terme	-2 993						-2 993		-2 993		-2 993
Autres passifs financiers non courants	-104						-104		-104		-104
Total passifs financiers non courants	-3 097						-3 097		-3 097		-3 097
Passif financiers à court terme	-2 768						-2 768	-185	-2 583		-2 768
Dont emprunts à long terme	-2 583						-2 583		-2 583		-2 583
Dont concours bancaires courants	-185						-185	-185			-185
Fournisseurs	-8 960						-8 960		-8 960		-8 960
Autres créditeurs	-9 423	-803		7 546			-8 620		-9 423		-9 423
Dont autrespassifs fnanciers courants	-8 620						-8 620		-8 620		-8 620

Dont Instruments dérivés passif	-803	-803							-803		-803
Total passifs financiers courants	-21 151	-803					-20 348	-185	-20 966		-21 151
Total des passifs financiers	-24 248	-803					-23 445	-185	-24 063		-24 248
Total	10 645	-803		7 546	71	27 276	-23 445	7 361	3 213	71	10 645

31 mars 2010 :

31-mars 2010	Valeur nette comptable au bilan delà classe	Categories comptables						Juste valeur			
Rubriques au bilan et clas ses d'ins truments		Instruments financiers par le résultat	Dérives qualifiés de couverture	Actifs évalués à la Juste Valeur (option JusteValeur)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Coûts cotés	Modèle interne avec des paramètres observables	Modèle interne avec des paramètres non observables	Juste Valeur de la classe
Autres actifs financiers non courants	135				71	64			64	71	135
Dont titres de participations	71				71					71	71
Dont dépôts et cautionnements	64					64			64		64
Total actifs financiers non courants	135				71	64			64	71	135
Créances clients	20 549					20 549			20 549		20 549
Autres débiteurs	5 836					5 836			5 836		5 836
Trésorene et équivalents de trésorerie	16 395			16 395				16 395			16 395
Total actifs financiers courants	42 780			16 395		26 385		16 395	26 385		42 780
Total des actifs financiers	42 915			16 395	71	26 449		16 395	26 449	71	42 915
Passifs financiers à long terme	-4 895						-4 895		-4 895		-4 895
Autres passifs financiers non courants	-243						-243		-243		-243
Total passifs financiers non courants	-5 138						-5 138		-5 138		-5 138
Passif financiers à court terme	-5 269						-5 269	-2 827	-2 442		-5 269
Dont emprunts à long terme	-2 442						-2 442		-2 442		
Dont concours bancaires courants	-2 827						-2 827	-2 827			
Fournisseurs	-12 936						-12 936		-12 936		
Autres créditeurs	-9 239						-9 239		-9 239		
Dont autrespassifs fnanciers courants	-9 239						-9 239		-9 239		
Dont Instruments dérivés passif											
Total passifs financiers courants	-27 444	0					-27 444	-2 827	-24 617		-27 444
Total des passifs financiers	-32 582	0					-32 582	-2 827	-29 755		-32 582
Total	10 333	0		16 395	71	26 449	-32 582	13 568	-3 306	71	10 333

(*) Le groupe considère que la valeur comptable des créances clients, des dettes fournisseurs, des autres comptes débiteurs et créditeurs correspond à la juste valeur.

Echéancier contractuel des décaissements. —Le tableau suivant présente, pour les passifs financiers comptabilisés au 31 mars 2011 - hors concours bancaires courants - l'échéancier contractuel des décaissements, nominal et intérêts, hors effet d'actualisation.

(En milliers d'euros)	0 à 1 mois	1 à 3 mois	3mois à 1 an	2011/12	2012/ 13	2013/14	2014/15	Plus 5 ans	Total
Passifs financiers	224	447	2 056	2 042	500	385	140	35	5 829
Autres passifs non courants				105					105
Fournisseurs	5 376	3 584							8 960
Autres créditeurs	2 174	4 348	2 906						9 428
Passif impôt exigible		1 079							1 079
Loyers non annulables	29	58	264	242	107	53			753
Total passifs financiers	7 803	9 516	5 226	2 389	607	438	140	35	26 154

Ventilation des dettes financières par nature de taux :

(En milliers d'euros)	Taux fixe	Taux variable	Total
Échéance exercice 2011/2012	875	1 893	2 768
Échéance exercice 2012/2013	698	1 279	1 977
Échéance exercice 2013/2014	473		473
Échéance exercice 2013/2015	374		374
Échéance exercice 2015/2016	136		136
Au-delà	33		33
Total	2 589	3 172	5 761

Analyse par trimestre de l'échéancier de l'exercice en cours :

1er trimestre 2011/2012	814
2ème trimestre 201/2012	664
3ème trimestre 2011/2012	643
4ème trimestre 201/2012	647
Total	2 768

Risque de Change sur les approvisionnements. — L'essentiel du risque de change correspond aux achats en USD effectués par Bigben Interactive France à sa filiale de Hongkong. L'impact sur l'exercice de la variation du dollar de +10% ou – 10% aurait entrainé un surcoût moyen des approvisionnements de 4 500 K€ ou une économie de 3 500 K€.

6.14. Informations relatives aux parties liées. — Les transactions avec les parties liées concernent les opérations commerciales ou financières réalisées entre la société-mère et ses filiales, et principalement les opérations suivantes :
— Achats et ventes de marchandises,
— Locations immobilières,
— Avance de trésorerie en compte courant,
Toutes les conventions ci-dessus sont conclues à des conditions normales de marché.

Mandataires sociaux . — Les transactions réalisées avec les mandataires sociaux concernent leur rémunération qui s'est élevée au cours des deux derniers exercices aux montants suivants (en milliers d'euros) :

	Rémunération fixe perçue	Rémunération variable perçue	Charge relative aux stocks options et actions gratuites	Jetons de présence	Avantages en nature perçus	Prime d'arrivée et/ou de départ	Régime spécifique de retraites complémentaires
2010/2011	234	0	7	10	0	0	0
2009/2010	234	0	2	10	0	0	0

(*) Un mandataire a reçu 1 000 actions gratuites au titre du plan attribué le 15 novembre 2010.

Comité Exécutif. — Les chiffres de 2009/2010 ont été actualisés pour tenir compte de l'élargissement des membres du Comité de direction Groupe avec notamment l'intégration des directions commerciales et de la direction de la Logistique de la société-mère. La rémunération de l'ensemble des membres du Comité Exécutif Groupe (dont certains sont mandataires sociaux) au cours des deux derniers exercices s'est élevée aux montants suivants (en milliers d'euros) :

	Rémunération fixe perçue	Rémunération variable perçue	Charge relative aux stocks options et actions gratuites	Jetons de présence	Avantages en nature perçus	Prime d'arrivée et/ou de départ	Régime spécifique de retraites complémentaires
2010/2011	1 039	0	55	2	0	0	10
2009/2010	1 020	0	8	2	0	0	10

MI29. — La convention de prestations de services entre MI 29 et la Société avait été, d'un commun accord, résiliée au 30 juin 2009, les honoraires comptabilisés au 31 mars 2010 s'élevant à 51 K€. Aucune autre convention n'est venue la remplacer depuis.

BSA managers. — Quatre administrateurs se sont vus attribuer des BSA managers par le conseil du 03 novembre 2008 selon les allocations personnelles suivantes : MM Alain Falc (90 000), Maxence Hecquard (45 000), Nicolas Hoang (45 000) et Jean-Marie de Chérade (18 000). 66 000 BSA (Tranche 1) ont été exercés au cours de l'exercice 2010-11.

Monsieur Falc et Madame De Vrieze . — Le magasin de la filiale Espace 3 situé à Valenciennes a été vendu par la SCI Jafa (détenue à 25% par Monsieur Alain Falc, Président du conseil d'administration, et à 25% par Madame Jacqueline De Vrieze, Administrateur) au cours de l'exercice 2009-10 et le bail d'Espace 3 a été résilié à compter du 31/01/2010.

(En milliers d'euros)	31/03/2010	31/03/2011
SCI Jafa	38	

Deutsche Bank. — La dette bancaire rachetée en janvier 2006 aux prêteurs initiaux par Deutsche Bank a été convertie en capital à concurrence de 20.3 M euros (livraison des actions le 29 décembre 2006) et le solde de la dette soit 8 528 K€ est devenu de la dette long terme à l'issue de l'opération. Ce crédit qui s'amortit trimestriellement jusqu'au 31 décembre 2012, ne fait l'objet d'aucun covenant
Par ailleurs, il n'a été demandé aucun crédit de campagne au titre des besoins de financement pour la période de Noël 2009 ni pour celle de Noël 2010. Compte tenu de l'amortissement du prêt Deutsche Bank le dernier jour de chaque trimestre et de l'absence d'autres concours bancaires, il n'y a pas d'intérêt couru à cette date.
Les frais financiers comptabilisés en faveur de Deutsche Bank au 31 mars 2011 sont détaillés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Montant tiré	Intérêts 2010/11	Encours au 31 mars 2011
Dette bancaire LT	8 528	85	2 985

6.15. Honoraires des commissaires aux comptes. — Le contrôle de la société est exercé par *Les commissaires aux comptes* suivants : KPMG Audit, 159 avenue de la Marne, 59705 Marcq en Baroeul représenté par Monsieur Laurent Prévost et Fiduciaire Métropole Audit (FMA), 22 rue du Château, 59100 Roubaix, représentée par Monsieur Jean-François Pansard. Les honoraires suivants leur ont été versés pour les deux derniers exercices :

Honoraires des CAC	31 mars 2010		31 mars 2011	
	KPMG	FMA	KPMG	FMA
Commissariat aux Comptes				
Emetteur	139 500	89 700	105 000	91 400
Sociétés intégrées globalement (*)	11 150	11 800	0	12 000
Autres diligences liées à la mission				
Emetteur (**)	7 500	0	0	0
Sociétés intégrées globalement	0	0	0	0
Sous-total	158 150	101 500	105 000	103 400
Autres prestations	0	0	1 772	8 990
Sous-total	0	0	1 772	8 990
Total	158 150	101 500	106 772	123 390

(*) Il s'agit des honoraires pour Espace 3 sur les deux exercices.

(**) Les honoraires de KPMG comprennent entre autre choses la revue de Document de Référence.

C. Résultat des 5 derniers exercices :

Nature des Indications (en euros)	2006/2007	2007/2008	2008/ 2009	2009/2010	2010/2011
1. Capital en fin d'exercice :					
Capital social	19 580 346	19 615 552	19 678 448	22 799 870	23 121 764
Nombre d'actions ordinaires existantes	9 790 173	9 807 776	9 839 224	11 399 935	11 560 882
Nombre des actions à dividende prioritaire					
Existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par attribution d'actions gratuites			44 000	42 850	60 000
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droit de souscription	43 250	11 700			
Par exercice de bons de souscriptions (BSA 2006) (*)	1 631 695	1 604 092	1 582 644		
Par exercice de bons de souscriptions (BSA 2008) *			360 000	359 600	240 000
2. Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	39 739 855	52 442 800	69 537 863	69 920 881	82 862 084
Résultats avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-4 187 613	5 202 538	6 944 216	-8 664 565	14 065 096
Impôts sur les bénéfices					896 541
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultats après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	274 295	7 775 252	14 877 242	11 568 988	13 666 342
Montant des bénéfices distribués				2 840 599	4 592 958
3. Résultats par action :					
Résultats après impôts, participation des salariés mais	(0.43)	0.67	0.71	(0.76)	1.14
Avant dotations aux amortissements et provisions					
Résultats après impôts, participation des salariés et	0.03	0.79	1.51	1.01	1.18
Dotations aux amortissements et provisions					
Dividende versé à chaque action				0.25	0.40
4. Personnel :					
Nombre de salariés	94	99	104	106	111
Montant de la masse salariale	2 884 699	3 004 674	3 436 610	3 636 786	3 767 416
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	1 232 933	1 247 527	1 464 736	1 522 319	1 645 165

(*) BSA 2006 : 1 action pour 6 BSA.

(*) BSA 2008 Managers : 1 action pour 1 BSA.

1103660